

Introduction

Il est clair que le mouvement de lutte qui s'est déroulé aux mois de mai/juin 1968 en France est devenu, à l'échelle mondiale, un véritable mythe, connu sous l'appellation "mai '68"! Dans la mémoire collective d'aujourd'hui (forgée par les mass-média, c'est-à-dire expression de l'idéologie dominante), les luttes de l'année 1968 sont devenues synonyme de "mai '68 au Quartier Latin", du "mouvement étudiant" et d'autres "mouvements de contestation" par d'autres "étudiants et jeunes" ailleurs. Alors qu'à la base il s'agit d'un réel mouvement subversif exprimant localement en France la réémergence du prolétariat au niveau international, la bourgeoisie en a fait vulgairement un coup de gueule étudiant ayant permis à la "modernité" de s'affirmer: les femmes ne mettent plus de soutien-gorge, on peut porter les cheveux longs, la pilule, parler de sexe, vivre en communauté,... et pour parachever l'étouffement du prolétariat dans cette question, on présente les drapeaux rouges et autres revendications ouvrières comme des anecdotes folkloriques et adolescentes. Le mythe consiste aussi dans le fait d'avoir transformé cette lutte, cette expression locale du surgissement révolutionnaire du prolétariat, pour en faire un phare d'autant plus éblouissant qu'il empêche justement de voir l'existence internationale du prolétariat, son affirmation - certes contradictoire - comme communauté d'intérêts et de lutte sur tous les continents.... Ainsi, à l'échelle internationale, où de façon flagrante toute la signification réelle de la vague de lutte mondiale durant la période 1965-73 a disparu, la bourgeoisie aura réussi à enterrer sous un amassis de mensonges, tous plus abjects les uns que les autres, ce qui fut en réalité un puissant mouvement de grève sauvage et générale du prolétariat révolutionnaire en France.

Non seulement le mythe "mai '68" vise à obscurcir les luttes prolétariennes qui se sont déroulées à ce moment-là en France, mais en même temps, à effacer de notre mémoire l'importance des luttes qui se déroulaient à la même époque un peu partout sur les cinq continents. Alors qu'en réalité presque partout, dans des nombreux autres pays où les prolétaires s'affronteront à l'Etat durant cette même période (voire - à titre d'exemple - les informations données dans les autres articles de cette revue), des luttes intenses - et souvent bien plus significatives qu'en France - constitueront la réponse prolétarienne aux importantes mesures d'austérité et de sacrifices que la bourgeoisie mondiale tentera alors d'imposer pour faire face aux premières signes de la crise de son système d'exploitation depuis l'après-guerre.

Le but de ces mensonges, c'est de faire disparaître notre mémoire de classe pour casser ainsi toute référence, toute continuité dans les luttes d'aujourd'hui avec ce qui se jouait à ce moment-là. Force est de constater que ce but a été atteint: l'expérience de ces années de lutte ne s'est pas réellement communiqué à ceux qui n'en furent pas les acteurs, mais encore, ces acteurs n'ont eux-mêmes pas réussi à formuler et défendre l'essentiel de leur expérience de lutte ... A quelques rares exceptions près, on ne trouve aujourd'hui pratiquement pas de récit émanant de notre classe et reflétant ces expériences de combat!

D'autre part, la mystification autour de "mai '68", se base sur et renforce l'euro-centrisme, et vise à ériger des nouvelles barrières entre les prolétaires des différentes parties du monde, entravant ainsi encore davantage l'internationalisme prolétarien. Pour nous, l'eurocentrisme, comme le mythe de "mai '68", n'existent pas simplement dans les idées, mais se sont avant tout des pratiques, des obstacles bien matériels que nous rencontrons par exemple quand nous contactons des militants sur d'autres continents et qui préfèrent nous parler avec fascination de la situation en France plutôt que de leurs propres expériences de lutte! Par conséquent, il ne s'agit pas pour nous de "redresser" des idées fausses, mais il s'agit avant tout d'opposer à la force, à la pratique de la contre-révolution (euro-centrisme), notre pratique internationaliste, notre communauté de lutte qui nous relie avec d'autres révolutionnaires partout où le Capital et les besoins de la lutte contre le Capital les fait surgir, pour la centralisation internationale et internationaliste de toutes les expressions de la subversion prolétarienne. Les articles que nous publions dans ce numéro de notre revue sont partie prenante de

ce combat en ce qu'ils sont nos contributions pour reconstituer le véritable contenu, la véritable signification de ces luttes.

L'eurocentrisme comme idéologie se base sur le fait que c'est le "modèle européen", avec ses valeurs et repères, qui s'est imposé partout comme modèle dominant et qui soit donc devenue l'étalon universel de la société bourgeoise. L'eurocentrisme est une réalité incontournable du monde capitaliste, une profonde réalité historico-sociale. L'eurocentrisme (et ses dérivés comme l'ethnocentrisme blanc) se base sur ces données concrètes pour théoriser, fonder scientifiquement sa doctrine, ses dogmes et préjugés. Les fondements historiques en viennent du monde matériel, et notamment de la coïncidence entre d'une part le développement et l'imposition mondial du modèle européen, à travers la Renaissance, l'évolution des sciences, le développement du modèle technique et scientifique des manufactures, de l'agriculture, de l'extraction minière[1]... à travers la colonisation de pratiquement la planète entière par les principaux puissances européennes (rôle de la puissance de l'Eglise catholique), ce qui fut aussi un puissant facteur de leur constitution justement en tant qu'Etats-nations comme cadre d'organisation pour la classe bourgeoise en pleine ascension... et d'autre part le développement du Capital dont l'existence présuppose le marché mondial, et cela indépendamment des formes de développement, des concrétisations particulières que prend le capitalisme dans tel ou tel zone! La référence à une "culture européenne" ("civilisée" en opposition aux "barbares et sauvages"!), comme à des critères de religion, de race, de couleur, de langue,... homogènes, fut un élément-cléf pour imposer le cadre national susceptible de rassembler exploiters et exploités dans une même nouvelle communauté, en faisant fi des massacres et exterminations des prolétaires. Comme idéologie, l'eurocentrisme trouvera toute sa justification dans cette réalité (et justifie en retour l'inévitabilité de cette réalité!), réalité qui apportera partout - malgré quelques "inconvenients" "mineurs" liés à l'imposition sanguinaire de l'exploitation capitaliste (les massacres, les pendaisons, les tortures,...) - les "bienfaits du progrès moderne" à des "pauvres sauvages"! [2] Egalement sur le plan idéologique, on connaît aussi le rôle que joue "la révolution française" dans l'histoire universelle officielle. Le monde bourgeois, le monde des "droits de l'homme", de l'ONU, de l'humanitaire et de la civilisation occidentale, se réclament volontiers du "vieux continent" (sic!), de ses valeurs et de son histoire. Ainsi, ce sont les valeurs de la religion judéo-chrétienne qui se sont imposés pratiquement partout comme référence incontournable [3]. Ou encore, ce sont les valeurs de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen que l'on retrouve partout comme étalon référentiel.

Mais si cela peut paraître "normal" car correspondant aux intérêts et à la vision qu'ont les bourgeois de ce monde (nous parlons ici tout simplement de l'idéologie dominante), cela devient extrêmement dangereux lorsque cet eurocentrisme arrive à s'imposer au sein de notre classe, au sein de nos luttes[4]. Cela signifie que ce "modèle européen" sera aussi présent dans (contre) notre mouvement et dans (contre) la dynamique de nos luttes, pour y être pris comme référence à imiter par ceux qui agissent au sein de ces luttes. C'est exactement ce qui se passe avec "mai '68", c'est toute la force néfaste d'un tel mythe qui s'affirme ainsi comme véritable obstacle, comme ennemi du prolétariat. D'où l'importance de notre article.

Par notre article, nous cherchons à faire exactement l'inverse de ce que fait l'historiographie bourgeoise: aider à la reconstitution de notre mémoire de classe, dégager de cette lutte les moments de force et de faiblesse, tirer les leçons de ces forces et faiblesses pour nos luttes d'aujourd'hui, tracer les perspectives pour renforcer l'internationalisme de notre classe par et pour nos activités militantes d'aujourd'hui.

Le déroulement des luttes.

a. Soulignons d'abord que ces luttes en France à ce moment-là, ont lieu dans une situation internationale explosive. Les exemples de luttes (au Chili, en Uruguay, Cordobazo) que nous avons analysés dans d'autres articles, montrent combien la combativité de notre classe était grande et généralisée durant ces années, et cela pas uniquement dans ces quelques "cas" que nous venons de décrire, mais dans nombre d'autres pays, en Amérique (où dès '65 les esclaves salariés se soulevèrent dans les ghettos noirs au moment précis quand l'Etat promulgait solennellement leurs droits

politiques et civils!), au Japon, en Yougoslavie, au Mexique, en Turquie, Italie, Allemagne, Indonésie, Iraq, Sénégal,... où des luttes importantes se déroulèrent durant cette même période^[5]. Et comme pour les luttes au Chili, Uruguay,... leur ampleur et réelle signification restent largement méconnu par notre classe. L'absence de liens organisatifs à l'échelle internationale est largement en cause ici. Il n'y eut pratiquement pas de centralisation - même pas une quelconque coordination élémentaire - qui eût permis de dégager des perspectives plus homogènes entre les différents centres de lutte et qui eût permis également de tirer les leçons de ces combats et de les garder vivants pour la génération plus récente de prolétaires. Il est sans aucun doute juste d'affirmer que si ces luttes se déroulèrent durant une même période, s'en fût pas moins de façon séparées et isolées les unes des autres!^[6] C'est parce que ces luttes se déroulèrent sans coordination aucune entr'elles, pratiquement dans l'ignorance - pratique - les unes des autres, qu'aujourd'hui la conscience qu'elles appartenaient à un même mouvement, qu'elles faisaient partie d'une vague de lutte mondiale (pas circonscrit - et de loin - à la seule année 1968), fait totalement défaut. Ainsi la vision de luttes spécifiques, particulières, propre à "la France" ou propre aux "ghettos noirs" aux Etats-Unis, peut d'autant plus facilement s'imposer, avec toutes ses mystifications!

Face à une réémergence mondiale des luttes prolétariennes, il est évident que toutes les fractions bourgeoises se coalisent, se concertent, s'entr'aident afin d'essayer au mieux de faire face à cette menace (comme nous avons pu le constater à chaque fois lorsque une fraction bourgeoise particulière se trouve en difficulté face à "son" prolétariat, aussitôt les autres fractions volent à sa rescousse - ainsi aujourd'hui, des bateaux de guerre français patrouillent le long des côtes algériennes, des "conseillers" français "aident" leurs collègues algériens pour maintenir l'ordre, combattre la subversion, etc.) ... alors comment imaginer que nous-mêmes, nous puissions vaincre de cette effroyable machine de guerre que constitue l'Etat capitaliste mondial sans nous structurer directement partout où nos frères de classe engagent la lutte contre la bête capitaliste, c'est-à-dire directement à l'échelle de la planète entière, sans nous efforcer de lutter pour centraliser internationalistement toutes les expressions de la lutte.

b. prémisses du mouvement

* les grèves de mai-juin '68 n'éclateront pas tel un violent orage dans un ciel bleu ... mais s'inscriront dans une évolution visible dès le début de 1967. Grèves sauvages et occupations d'usines accompagnées d'affrontements violents avec la police avaient déjà lieu en 1966, 1967 et début 1968. Ces luttes importantes, en opposition aux traditionnels arrêts partiels du travail qui n'ont jamais été rien d'autre que le moyen syndicaliste par excellence pour épuiser la combativité ouvrière, auront lieu comme premières réactions authentiquement prolétariennes dans une période d'intense réadaptation des normes nationales de production aux exigences d'un marché mondial en crise. Ainsi, (et suivant les statistiques officielles) de 298 000 chômeurs au début de 1967, on est passé à 450 000 (aujourd'hui de tels chiffres laissent rêveur) en avril 1968, soit une progression de 50% en un peu plus d'un an, touchant principalement les jeunes prolétaires d'ailleurs!

Les quelques luttes en 1967 seront d'autant plus exemplaires qu'elles rompaient, par leur radicalité et leurs moyens de lutte (action directe, affrontements, piquets de grève, tentatives d'élargissement,...), avec les années de domination syndicaliste sur tout ce qui se faisait ou ne se faisait pas dans "le monde du travail". Le développement de cet antagonisme (des prolétaires et de leurs intérêts aux briseurs de grève que sont les syndicats et le P"C"F) ne découlait pas d'une soudaine "prise de conscience" des prolétaires. C'est par la force des choses que ceux-ci - dans une situation où l'Etat était amené à attaquer de plus en plus leurs conditions de vie (gel des salaires, développement du chômage, lock-out en réponse aux actions proletariennes de résistance) pour faire face aux premiers effets de la crise et de l'intensification de la compétition interimpérialiste sur le marché mondial - se trouvent amenés à se dresser contre les résultats pratiques (défaites de leurs actions de mobilisation, aggravation de leur conditions de vie) de la politique syndicale qu'ils avaient jusqu'alors suivie sinon tolérée. Mais nous devons aussi relativiser ce constat, car s'il est clair que les prolétaires durant cette période se dresseront de plus en plus "en dehors" des syndicats et de leur logique, cela restera néanmoins essentiellement limité à ce seul aspect et n'ira pas jusqu'au point où les prolétaires s'organiseront aussi "contre" les syndicats, les amalgamant directement avec toutes les autres

fractions bourgeoises au sein de l'Etat capitaliste défenseur de l'ordre. La rupture avec les syndicats sera donc partielle ("en dehors" sans être ouvertement "contre") et il s'agit là d'une des limites les plus néfastes qui bridera toute l'explosion prolétarienne de '68 en France. Seule une poignée de militants révolutionnaires - dont par ailleurs l'importance au sein du mouvement sera non-négligeable - mènera une activité systématique de dénonciation des syndicats comme des partis de "gauche" (voir plus loin).

En janvier '67, les dockers de Marseille mèneront une grève importante, brisée par les syndicats. En mars également, "mensuels" et "horaires" de la métallurgie à St.Nazaire et les mineurs et métallurgistes de Lorraine lancent leur grève. Avril '67, grève avec piquets de grève et affrontements classistes à la Rhodiaceta (textile) à Lyon-Vaise.

Octobre '67, au Mans: grèves chez Renault, Glaenzer, Ohmic, Jeumont-Schneider. Multiples incidents avec les forces de police dès le début de ces grèves, notamment au cours des manifestations. Le 26 octobre, des nouvelles bagarres éclateront dans les rues du Mans, impliquant beaucoup de grévistes des différents secteurs (employés, métallurgistes,...)

En janvier '68, grève totale, illimitée à la Saviem à Caen. Il y aura une émeute ouvrière dans la ville, les prolétaires pillant les magasins, renversant et incendiant les voitures. Lors des affrontements avec les flics (le 26 janvier et qui dureront jusqu'à 22h), il y aura une dizaine de blessés. Les grévistes essayeront d'élargir leur lutte aux autres secteurs, par exemple à la Sonormel à Monteville en banlieue de Caen où les prolétaires se mettront également en grève.

En mars '68, les métallurgistes de l'usine Garnier à Redon arrivaient à élargir leur grève aux autres entreprises de la ville, créant leurs propres organismes de lutte, indépendamment des syndicats. C'est donc déjà durant ces mois de février, mars et avril que des grèves éclateront un peu partout, dans des nombreux secteurs: on peut citer les grèves de la métallurgie, des banques, du personnel des compagnies de navigation, à Air-Inter, avec aussi des manifestations dans bon nombre de villes, à Toulouse, Bayonne, Bordeaux, Marseille, Thouars, Rochefort, où à chaque fois il y aura une mobilisation massive des prolétaires.

A l'image de ces luttes ouvrières, dès la fin '67 et début '68 une agitation et mobilisation grandissante commenceront à secouer la tranquillité des cités universitaires, où l'impasse et la misère que représentaient les études universitaires constituaient un terreau fertile pour permettre une critique radicale de l'université, de sa fonction et de sa finalité, ainsi que de l'ensemble de la société. Cette critique fut formulée par une poignée de militants révolutionnaires, qui se regrouperont en dehors et contre les structures syndicales et gauchistes, au sein du groupe des Enragés.

c. le développement du mouvement

A l'occasion d'un meeting à la Sorbonne à Paris, la police décidera d'interpeller une partie des participants. C'est le prétexte qui permettra les premiers affrontements violents **au coeur de la capitale** entre manifestants et forces de l'ordre. Ce sera aussi le début d'une spirale manif-répression-contremanif-... Toute la journée du 6 mai sera marquée par des manifestations qui, dès le début de l'après-midi, tournèrent à l'émeute. Premières barricades, voitures renversées, magasins pillés. L'ampleur des affrontements, ainsi que le fait que ceux-ci se déroulaient d'emblée **dans la rue et au centre de Paris**, permettra à des nombreux prolétaires de reconnaître ces affrontements comme les leurs, comme l'expression de leurs intérêts et de leur propre révolte, et ils viendront se joindre aux manifestants. Cet aspect sera systématiquement gommé par la contre-révolution, par les idéologues de tout poil (syndicats, gauchistes, intellectuels,...) qui chercheront à imposer l'image d'une révolte "étudiante" pour affaiblir le mouvement. Alors que les exemples de grèves que nous avons mentionnés ci-dessus montrent au contraire que dès 1967 la paix sociale était en panne, que les luttes se développèrent en crescendo et cherchèrent aussi une expression qualitativement plus élevée et donc centralisée de leur mouvement. Les affrontements violents à Paris, malgré toutes les limites et confusions qui les marquèrent et qu'il serait futile de vouloir nier (limites inhérentes à la situation plus générale - dans le temps et dans l'espace), fourniront une occasion aux éléments les plus déterminés parmi les prolétaires en lutte pour tenter d'élargir la lutte et de mener un combat plus dirigé, plus centralisé. Nous devons donc analyser l'irruption des affrontements violents à Paris comme étant de fait un élargissement du mouvement, une généralisation de l'expression prolétarienne à d'autres secteurs.

Comme souvent, les syndicats, complètement dépassés par l'ampleur et le contenu des luttes, essaieront de prendre le train en marche, tout en respectant une certaine division du travail pour mieux combattre le mouvement: "L'Unef qui n'avait cessé de désavouer les violences tout au long des manifestations, se vit obligée dès le lendemain de corriger verbalement son attitude afin d'échapper au discrédit total, et de pouvoir ainsi poursuivre son activité modératrice. En revanche, les staliniens de la CGT, faisant la part du feu, préférèrent se couper complètement de la masse des étudiants, pour préserver leur contrôle sur les ouvriers maintenus dans l'isolement. Seguy, secrétaire général de la CGT, dans une conférence de presse du 7 au matin, proclamait: "aucune complaisance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière, l'accusant d'être embourgeoisée, et ont l'outrancière prétention de venir lui inculquer la théorie révolutionnaire et diriger son combat. Avec d'autres gauchistes, des éléments s'emploient à vider le syndicalisme étudiant de son contenu revendicatif, démocratique et de masse au préjudice de l'Unef. Mais ils agissent à la satisfaction du pouvoir ..." (citation de "Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations - par René Viénet - Gallimard juillet 1968).

Pendant que le pouvoir cherchera à désamorcer le mouvement, en imposant la mobilisation syndicale, en faisant des promesses, en mettant à l'avant-scène quelques leaders apparents (les Geismar, Cohn-Bendit et autres Sauvageot qui ne refusèrent jamais d'être mis ainsi au centre du spectacle télévisé et qui se prêtaient au jeu de la négociation avec le gouvernement), les prolétaires n'hésiteront pas à transformer une énième manifestation syndicale à Paris, réunissant le vendredi 10 mai quelque 20000 personnes, en un nouveau moment d'affrontement avec les forces de l'ordre: vers 21 heures ils commenceront à élever des barricades au Quartier Latin. Les syndicalistes avaient ici perdu le contrôle des événements: "Ils durent accepter le fait accompli, en essayant sottement de le minimiser. Ils crièrent que les barricades seraient seulement défensives; que l'on ne provoquerait pas la police!" (id.)

Pour relater la suite de ces événements, nous reproduisons ici presque intégralement des larges extraits du livre de René Viénet "Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations" écrit par l'un des protagonistes de ces luttes, dans la mesure où ce texte donne un récit détaillé - et fidèle il nous semble, bien que, d'après les dires de l'auteur lui-même, incomplet - de ce qui s'est passé à ces moments-là. Plus précisément, le texte, écrit quelques semaines seulement après la défaite de la vague gréviste, reflète les forces du mouvement ainsi que ses faiblesses et illusions, c'est-à-dire qu'il en traduit et transmet les qualités révolutionnaires mais également, qu'il reproduit lui-même une partie des faiblesses que le mouvement ne réussira pas à dépasser. Nous reviendrons plus tard sur notre propre analyse des forces et faiblesses de ces luttes et du rôle joué par ses éléments les plus déterminés. Ces citations ont donc pour nous le double avantage de faire connaître ce qui s'est passé non à la façon des historiens ou sociologues mais en mettant en lumière - avec un parti pris évident - les principales caractéristiques de cette vague de luttes, et d'autre part de nous permettre d'insister nous-mêmes sur la critique des faiblesses qui participèrent à la liquidation du mouvement.

"Le quartier aux mains des insurgés connut une existence indépendante entre 22 heures et 2 heures du matin. Attaqué à 2 heures 15 par les forces qui le cernaient de toutes parts, il réussit à se défendre plus de trois heures, perdant toujours du terrain dans l'ouest et résistant jusqu'à 5 heures 30 aux abords de la rue Mouffetard. Entre 1500 et 2000 barricadiers étaient restés dans le périmètre au moment de l'attaque. On pouvait y compter les étudiants pour bien moins d'une moitié. Etaient présents un grand nombre de lycéens et de blousons noirs, et quelques centaines d'ouvriers, pas seulement des jeunes ouvriers. C'était l'élite: c'était la pègre. Beaucoup d'étrangers, et beaucoup de filles, participèrent à la lutte. Les éléments révolutionnaires de presque tous les groupes gauchistes s'y retrouvèrent; notamment une forte proportion d'anarchistes - certains même appartenant à la F.A. - ,portant les drapeaux noirs qui avaient commencé à paraître dans la rue le 6 mai, et défendant âprement leur place-forte au carrefour des rues de l'Estrapade, Blainville et Thouin. La population du quartier montra sa sympathie pour les émeutiers mêmes qui brûlaient ses voitures: en leur offrant des vivres, en lançant de l'eau pour combattre l'effet des gaz, enfin en leur donnant asile. Les soixante barricades, dont une vingtaine étaient très solides, permettaient une défense assez prolongée, et un repli en combattant, mais à l'intérieur d'un périmètre restreint. Le faible armement improvisé, et surtout l'inorganisation qui interdisait de lancer des contre-attaques ou de manoeuvrer dans le but d'élargir la zone des combats, laissaient les émeutiers pris dans une nasse.

Les dernières prétentions de ceux qui aspiraient à se placer à la tête du mouvement s'écroulèrent cette nuit-là dans la démission honteuse, ou bien dans la pure impuissance. La F.E.R., qui avait la troupe la mieux encadrée, fit parader ses cinq cents militants jusqu'aux barricades, pour y déclarer qu'il s'agissait d'une provocation, et qu'il fallait donc s'en aller. Ce qu'ils firent, drapeau rouge en tête. Pendant ce temps Cohn-Bendit et Sauvageot, toujours prisonniers de leurs obligations de vedettes, allaient signifier au recteur Roche que, "pour éviter toute effusion de sang", il fallait que la police se retirât du quartier. Cette extravagante demande, présentée dans un tel moment à un sous-fifre, était tellement dépassée par les événements qu'elle ne pouvait qu'entretenir pour une heure les illusions des plus naïfs. Roche conseilla simplement à ceux qui avaient consenti à venir lui parler de faire rentrer chez eux "les étudiants". La bataille fut très dure. Les C.R.S., la police, la gendarmerie mobile réussirent à rendre intenable les barricades par un bombardement intense de grenades incendiaires, de grenades offensives, et de gaz "au chlore", avant de se risquer à les prendre d'assaut. Les émeutiers ripostaient à coups de pavés et de cocktails molotov. Ils incendièrent les voitures, renversées en chicane, pour retarder l'avance de l'ennemi; certains se postèrent sur les toits pour lancer toutes sortes de projectiles. En plusieurs occasions, la police dut reculer. Les révolutionnaires, le plus souvent, mettaient le feu aux barricades sur lesquelles ils ne pouvaient plus se maintenir. Il y eut plusieurs centaines de blessés, et cinq cents arrestations. Quatre ou cinq cents émeutiers furent accueillis dans les bâtiments de l'Ecole Normale Supérieure, rue d'Ulm, que la police n'osa pas envahir. Deux ou trois cents autres avaient pu se retirer vers la rue Monge, ou trouver refuge chez des habitants du quartier, ou fuir par les toits. Jusqu'à la fin de la matinée, la police ratissa le quartier, assommant et emmenant tout ce qui lui paraissait suspect." (id.)

En réponse à cette flambée de la lutte, les directions syndicales appelleront dès le lendemain, samedi 11 mai, à une journée de grève générale. Ils devaient organiser quelque chose de ce genre afin de tenter de récupérer le capital de sympathie qu'avaient suscité les émeutiers lors des affrontements avec les flics, et afin de tenter de recouvrir leur autorité sur les ouvriers car le déclenchement spontané de la lutte, de façon radicale et violente, constituait bel et bien une attaque contre l'Etat et par conséquent aussi une mise en cause - voire une attaque - des syndicats. Les centrales syndicales se sentiront visées par l'évolution inattendue - par eux - de la situation.

Le 13 mai donc, "1 million de travailleurs" défilèrent pacifiquement à Paris. En marge de cela, un certain nombre de manifestants commençaient l'occupation de la Sorbonne et décidèrent d'ouvrir le bâtiment à tous les prolétaires en lutte, pour tenter de transformer ce temple du savoir bourgeois en centre d'organisation de la lutte.

Le 14 mai fut fondé le Comité Enragés-Internationale Situationniste: "C'est aussi le 14 mai que se tint la première assemblée générale des occupants, affirmant son statut de seul pouvoir dans la Sorbonne, et organisant le fonctionnement de l'occupation. Le débat fit apparaître trois tendances: une partie assez considérable de l'assistance, s'exprimant peu mais révélant sa modération en applaudissant certains discours débiles, voulait simplement une réforme de l'Université, un accommodement sur les examens, une sorte de front universitaire avec la gauche du corps professoral. Un courant plus fort, réunissant tous les groupes gauchistes et leur clientèle, voulait poursuivre la lutte jusqu'à la chute du gaullisme, voire celle du capitalisme. Une troisième position, très minoritaire mais étendue, exigeait l'abolition des classes, du salariat, du spectacle et de la survie. Elle fut clairement exprimée par une déclaration de René Riesel, au nom des Enragés. Il dit que la question universitaire était désormais dépassée, et que "les examens avaient été annulés par les barricades. Il demanda à l'assemblée de se prononcer pour la libération de tous les émeutiers, **y compris les pillards** arrêtés le 6 mai. Il montra que le seul avenir pour le mouvement était avec les travailleurs, non "à leur service" mais à leurs côtés." (...) "Il (Riesel, porte-parole des Enragés) mit en garde contre la récupération du mouvement par les leaders gauchistes, et sa liquidation prévisible par les stalinien. Il conclut en faveur du pouvoir des Conseils Ouvriers."

"A la fin de la même journée du 14 mai, les ouvriers de Sud-Aviation, à Nantes occupèrent leur usine et s'y barricadèrent, après avoir enfermé le directeur Duvochel, et des gens de l'administration, dans des bureaux dont ils soudèrent les portes. Outre l'exemple de l'occupation de la Sorbonne, les ouvriers avaient pu tirer la leçon des incidents survenus la veille à Nantes. A l'appel du bureau nantais de l'U.N.E.F. qui était tenu par des révolutionnaires, les étudiants ne se contentèrent pas de défilé avec

les syndicalistes. Ils marchèrent sur la préfecture, pour exiger l'annulation des poursuites précédemment engagées contre eux, et la restitution d'une subvention annuelle de 10000 F qui leur avait été supprimée, comme on pense, depuis leurs prises de position radicales. Ils édifièrent deux barricades, que les C.R.S. essayèrent de reprendre. Des universitaires s'étant offerts comme intermédiaires, une trêve se fit, dont le préfet profita pour recevoir une délégation. Il céda sur toute la ligne: le recteur retirant sa plainte et payant. Nombre d'ouvriers de la ville avaient participé à ce combat. Ils purent constater l'efficacité de cette forme de revendication. Ceux de Sud-Aviation devaient s'en souvenir le lendemain. Les étudiants de Nantes vinrent aussitôt soutenir les piquets de grève."

"Connue le 15 mai, l'occupation de Sud-Aviation fut partout comprise comme un acte d'une importance capitale: si d'autres usines suivaient la grève sauvage, le mouvement deviendrait irréversiblement cette crise historique qui était attendue par les plus lucides. En fin de matinée, le Comité d'Occupation de la Sorbonne adressait au Comité de grève un télégramme de soutien, "de Sorbonne occupée à Sud-Aviation occupée".

"Ce fut la seule activité dont le Comité d'Occupation se trouva capable pendant la plus grande partie de la journée, encore en était-on redevable à Riesel (porte-parole des Enragés). En effet, dès la première réunion du Comité, était apparu un stupéfiant contraste entre la fonction qu'il assumait en principe par délégation expresse de l'assemblée générale, et les conditions réelles qui lui étaient faites. Le Comité d'Occupation était composé de quinze membres élus et révoquables chaque jour par l'assemblée générale, responsables devant elle seule, et chargés d'organiser et maintenir l'occupation de la Sorbonne. Tous les services improvisés, ou qui devraient être mis en place, pour le fonctionnement et la défense du bâtiment et de ce qui s'y faisait, étaient placés sous son contrôle. Il s'agissait de rendre possible en permanence la discussion libre, et d'assurer et faciliter la continuation des activités en cours - ceci allant de la distribution des salles à l'organisation du ravitaillement; de la diffusion démocratique, écrite et orale, des informations au maintien de la sécurité. La réalité était tout autre: des bureaucrates UNEF en faillite, le vieux tandem Kravetz et Peninou resurgi de l'oubli qui l'avait justement englouti, s'étaient glissés dans les couloirs qu'ils connaissaient bien pour s'installer dans quelque cave, d'où ils s'employaient à ressaisir tous les fils du **pouvoir réel**, à coordonner l'action de toutes sortes de techniciens bénévoles qui se trouvaient être de leurs amis. C'était le cas d'un "Comité de Coordination" qui s'était élu lui-même. Le "Comité de Liaison inter-facultés" (CLIF) travaillait pour son propre compte. Le service d'ordre, parfaitement autonome, n'obéissait qu'à son chef, brave garçon au demeurant, qui s'était désigné tout seul et entendait ne discuter qu'à partir de cette position de force [7]. Le "Comité de Presse", composé de jeunes ou de futurs journalistes, n'était pas à la disposition de la Sorbonne, mais de la presse française dans son ensemble. Quant à la sonorisation, elle était tout simplement tenue par des éléments de droite, mais spécialistes de la radio."

"Dans ce contexte surprenant, le Comité d'Occupation éprouvait même quelque difficulté à disposer d'une salle: chaque féodalité déjà installée avait des prétentions sur la totalité des locaux. Sans doute découragés, la plupart des membres disparurent pour s'introduire, en désespoir de cause, dans les différents comités subordonnés mais insoumis, parce qu'ils leur reconnaissaient le mérite d'exister. Il apparaissait à l'évidence que les manipulateurs cités plus hauts avaient pensé éterniser leur pouvoir en plaçant dans une position décorative de simples potiches le seul comité élu. Les manipulateurs devaient être satisfaits du résultat de leurs manoeuvres pour la journée du 15 car, à l'assemblée générale qui se réunit le soir, ils proposèrent la reconduction en bloc, pour vingt-quatre heures, du fantômatique Comité d'Occupation. Les huit membres du "Comité de Coordination" furent aussi confirmés, comme simples auxiliaires du Comité d'Occupation. Déjà fort des mécanismes pratiques qu'il avait en main, le Comité de Coordination pensa achever sa prise du pouvoir en signifiant directement au Comité d'Occupation qu'il n'existait plus. Presque tous les membres de ce dernier, qui venaient justement de réapparaître pour s'entendre réélire par l'assemblée générale, pour le coup se résignèrent à se disperser. Seuls deux membres du Comité d'Occupation (dont Riesel qui y avait été nommé par l'assemblée et qui d'ailleurs était le seul à avoir défini son appartenance et à clairement défendre son programme de "démocratie directe et du pouvoir international des Conseils Ouvriers") allèrent en appeler à la base, en dénonçant la manière scandaleuse (idem note 5.!) dont le pouvoir de l'assemblée générale était bafoué. Riesel s'adressa, dans la cour, aux occupants, pour les

ramener dans l'assemblée générale, afin qu'elle tranche entre les bureaucrates et ses délégués. Quelques minutes après, la tribune était envahie, et les bureaucrates sommés de s'expliquer publiquement. En butte à l'indignation générale, ils se rétractèrent honteusement. Ce qui restait du Comité d'Occupation, appuyé par les éléments qui s'étaient tout de suite ralliés à lui, commença d'exister réellement."

"Pendant la même journée du 15, les ouvriers de l'usine Renault de Cléon, en Seine-Maritime, se mettaient en grève et décidaient d'occuper leur usine, en y enfermant eux aussi les directeurs. Les usines Lockheed à Beauvais et Unulec à Orléans débrayèrent aussi. A la fin de la soirée, deux ou trois cents personnes se portèrent sur l'"Odéon-Théâtre de France" à l'heure de la sortie des spectateurs, et s'y installèrent comme occupants. Si le contenu de cette "libération" resta toujours limité - dominé par les gens et les problèmes de la culture - le fait même de s'emparer d'un bâtiment extérieur à tout alibi universitaire n'en signifiait pas moins un élargissement du mouvement: c'était une mise en scène bouffonne de la décomposition du pouvoir étatique. Dans la nuit qui suivit, les plus belles inscriptions de l'époque surgirent partout dans la Sorbonne."

"Au matin du 16 mai, l'occupation de Renault-Cléon fut connue, et une partie des travailleurs des "NMPP" commencèrent, eux aussi, une grève sauvage, en essayant de bloquer la distribution des journaux. Le Comité d'Occupation de la Sorbonne, qui siégeait dans la salle Jules Bonnot lança à 15 heures le communiqué suivant: "Camarades, l'usine Sud-Aviation de Nantes étant occupée depuis deux jours par les ouvriers et les étudiants de cette ville; le mouvement s'étendant aujourd'hui à plusieurs usines (NMPP, Renault-Cléon, etc.) le **Comité d'Occupation de la Sorbonne** appelle à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils Ouvriers. Camarades, diffusez et reproduisez au plus vite cet appel." Le Comité d'Occupation, comme on l'a dit, se trouvait dépourvu de tout moyen matériel pour exercer la moindre activité. Pour diffuser son appel, il se mit donc en devoir de ressaisir ces moyens. Il pouvait compter sur l'appui des Enragés, des situationnistes, et d'une quinzaine d'autres révolutionnaires. Des fenêtres de la salle Jules Bonnot, on demanda dans la cour, au moyen d'un mégaphone, des volontaires, qui se présentèrent nombreux. Ils recopièrent le texte qui n'était pas encore tiré, et allèrent le lire dans tous les amphithéâtres, et dans les autres facultés. Le tirage étant volontairement ralenti par les services du "CLIF", le Comité d'Occupation dut réquisitionner des machines pour l'impression, et organisa son propre service de diffusion. La sonorisation ayant mis de la mauvaise volonté à passer le texte de cet appel à intervalles réguliers, le Comité d'Occupation la fit saisir: les spécialistes dépités sabotèrent l'installation en s'en allant, des partisans du Comité d'Occupation la remirent en état de marche. On s'empara des téléphones pour passer le communiqué aux agences de presse, en province, à l'étranger. Dès 15 heures 30, il commençait à être effectivement diffusé d'une manière satisfaisante."

"Cet appel à l'occupation immédiate des usines fit scandale. Non certes dans la masse des occupants de la Sorbonne, où tant de bonnes volontés se manifestèrent aussitôt pour en assurer la diffusion, mais parmi les cadres des petits partis gauchistes, qui vinrent, affolés, parler d'aventurisme et de folie. Ils furent sèchement éconduits: le Comité d'Occupation n'avait pas de comptes à rendre aux divers groupuscules. Ainsi Krivine, le leader de la JCR, fut-il successivement refoulé de la sonorisation et de la salle Jules Bonnot, où il était venu en courant exprimer sa désapprobation, son angoisse, et même sa sottise prétention de faire annuler le communiqué! Quelque envie qu'ils en aient eue, les manipulateurs n'avaient plus de forces suffisantes pour attenter encore à la souveraineté de l'assemblée générale, en lançant quelque raid contre la salle Jules Bonnot. En effet, le Comité d'Occupation avait mis en place dès le début de l'après-midi son propre service de sécurité, pour parer à toute utilisation irresponsable d'un service d'ordre peu sûr. Il s'employa ensuite à réorganiser ce service d'ordre, par une discussion politique avec ses éléments de base, les persuadant aisément du rôle anti-démocratique que certains avaient voulu leur faire jouer. Tout le travail de reprise en main de la Sorbonne fut appuyé par une série de tracts, sortant sur un rythme très rapide, et largement diffusés. Ils étaient aussi lus à la sonorisation, qui en même temps annonçait les nouvelles occupations d'usines, dès qu'elles étaient connues." (...)

"A 17 heures le tract **Attention!** dénonçait le Comité de Presse qui "refuse de transmettre les communiqués des instances régulièrement élues par l'assemblée générale", et qui "est un comité de

censure". Il incitait "les différents groupes de travail" à s'adresser sans intermédiaire à la presse, dont il fournissait quelques numéros de téléphone. A 18 heures 30, le tract **Attention aux manipulateurs! Attention aux bureaucrates!** dénonçait le service d'ordre incontrôlé. Il soulignait l'importance décisive de l'assemblée générale qui devait se tenir le soir: "à l'heure où les ouvriers commencent à occuper plusieurs usines en France, sur **notre exemple et par le même droit que nous**, le Comité d'Occupation de la Sorbonne a approuvé aujourd'hui à 15 heures le mouvement. Le problème central de la présente assemblée générale est donc de se prononcer par un vote clair pour soutenir ou désavouer l'appel de son Comité d'Occupation. En cas de désaveu, cette assemblée prendra donc la responsabilité de réserver aux étudiants un droit qu'elle refuse à la classe ouvrière et, dans ce cas, il est clair qu'elle ne voudrait plus parler d'autre chose que d'une réforme gaulliste de l'Université."

"A 19 heures, un tract proposait une liste de mots d'ordre radicaux à diffuser: "Le pouvoir aux Conseils de travailleurs", "A bas la société spectaculaire-marchande", "Fin de l'Université", etc. L'ensemble de cette activité, qui accroissait d'heure en heure le nombre des partisans du Comité d'Occupation, a été cyniquement falsifié par la presse bourgeoise, à la suite du Monde daté du 18 mai, qui en rendait compte en ces termes: "Personne ne sait plus très bien qui dirige le Comité d'Occupation de la Sorbonne. En effet, la salle où siège cet organisme, élu chaque soir à 20 heures en assemblée générale, a été envahie en fin d'après-midi par des étudiants "enragés" de l'"Internationale situationniste". Ceux-ci "tiennent" en particulier les micros de la Sorbonne, ce qui leur a permis dans la nuit de lancer plusieurs mots d'ordre que beaucoup d'étudiants ont trouvé aventureux: "Si vous rencontrez un flic, cassez-lui la figure", "Empêchez par la force que l'on prenne des photos à l'intérieur de la Sorbonne". Les étudiants de l'Internationale situationniste ont, d'autre part, "dissous toutes les structures bureaucratiques" mises en place précédemment, telles que le Comité de Presse, le service d'ordre. Les décisions de ce Comité pourraient être remises en cause par l'assemblée générale qui doit se réunir ce vendredi à 14 heures."

"Cet après-midi du 16 marque le moment où la classe ouvrière, d'une manière irréversible, commence à se déclarer pour le mouvement. A 14 heures, l'usine Renault de Flins est occupée. Entre 15 et 17 heures, la grève sauvage s'impose à Renault-Billancourt. De tous côtés, les occupations d'usines commencent en province. L'occupation des bâtiments publics, qui continue de s'étendre partout, atteint l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, qui est pris en main par son personnel."

"Devant l'accumulation de ces nouvelles, tous les groupes gauchistes de la Sorbonne se rallièrent à une marche immédiate sur Billancourt, à 20 heures. Le Comité d'Occupation convint qu'il fallait repousser l'assemblée générale, qu'il était pourtant impatient de mettre en face de ses responsabilités. Son communiqué, peu avant 20 heures, déclarait: "En accord avec différents groupes politiques, le Mouvement du 22 mars, l'UNEF, le Comité d'Occupation décide de reporter l'assemblée générale du 16 mai à 20 heures au 17 mai à 14 heures. Tous place de la Sorbonne à 20 heures pour marcher sur Billancourt." [8]

"L'entrée dans la lutte de Renault-Billancourt, la plus grande usine de France, qui avait eu si souvent un rôle déterminant dans les conflits sociaux, et surtout la menace d'une jonction entre les ouvriers et les occupations révolutionnaires qui s'étaient développées à partir de la lutte des étudiants, épouvantèrent le parti dit communiste et le gouvernement. Avant même d'apprendre le projet d'une marche sur Billancourt, ils réagirent d'une manière presque identique aux mauvaises nouvelles qu'ils connaissaient déjà. A 18 heures 30, un communiqué du bureau politique stalinien "met les travailleurs et les étudiants en garde contre tout mot d'ordre d'aventure". Peu après 19 heures, un communiqué du gouvernement était diffusé: "En présence de diverses tentatives annoncées ou amorcées par des groupes d'extrémistes pour provoquer une agitation généralisée, le Premier ministre rappelle ... que le gouvernement ne pourra tolérer que l'ordre républicain puisse être atteint ... Dès lors que la réforme universitaire ne serait plus qu'un prétexte pour plonger le pays dans le désordre, le gouvernement a le devoir de maintenir la paix publique ..." Le gouvernement décida aussitôt le rappel de 10.000 réservistes de la gendarmerie."

"Trois ou quatre mille occupants de la Sorbonne allèrent, en deux cortèges, jusqu'à Billancourt, toujours avec les drapeaux rouges et noirs. La CGT, qui tenait toutes les portes de l'usine, réussit à empêcher la rencontre avec les ouvriers. Quant au projet d'une marche sur l'ORTF, que le Comité

Enragés-Internationale situationniste avait essayé de faire adopter par l'assemblée générale dès le 14, et défendu encore le 15, le "22 mars", l'UNEF et le SNE-sup. s'étaient déterminés à le réaliser le lendemain 17 mai. Sitôt cette décision connue, la CGT, le 16 à 21 heures, déclara qu'elle prenait "l'allure d'une provocation qui ne peut que servir le pouvoir personnel". A 22 heures 30, le parti stalinien reprit le mot. A minuit le SNE-sup. et l'UNEF obtempérèrent, en faisant savoir qu'ils annulaient leur appel."

"Dans la nuit, à la Sorbonne, la contre-offensive des manipulateurs commençait. Profitant de l'absence des éléments révolutionnaires qui étaient autour des usines Renault, ils tentèrent d'improviser une assemblée générale avec ce qui restait sur place. Le Comité d'Occupation y envoya deux délégués qui dénoncèrent le caractère factice d'une assemblée issue de cette manoeuvre. Comprenant qu'elle avait été jouée, l'assemblée se dispersa aussitôt."

"Au petit jour, les ouvriers des NMPP firent demander des occupants de la Sorbonne pour renforcer leurs piquets de grève, qui n'avaient pas encore réussi à imposer l'arrêt du travail. Le Comité d'Occupation envoya des volontaires. Sur la ligne N°2 du métro, un comité d'action anti-syndical entreprit de mettre en grève la RATP. Une centaine d'usines allaient être occupées dans la journée. Dès le matin, les ouvriers des entreprises parisiennes en grève, à commencer par Renault, arrivaient à la Sorbonne pour établir ce contact que les syndicats empêchaient aux portes des usines."

"L'assemblée générale de 14 heures discuta en priorité une seconde marche sur Billancourt, et renvoya à sa séance du soir le règlement de tous les autres problèmes. La FER tenta vainement d'envahir la tribune, et son leader parla, tout aussi vainement, pour empêcher cette seconde marche; ou au moins, si elle devait avoir lieu tout de même, pour qu'elle arbore un seul slogan - para-stalinien: "Front unique ouvrier". La FER se voyait déjà sans doute reconnue dans un tel "Front", avec la SFIO et le PC. Dans toute la crise, la FER fut au parti stalinien ce que le parti stalinien est au gaullisme: le soutien passa avant la rivalité, et les mêmes bons offices eurent évidemment, à leurs niveaux respectifs, le même salaire d'ingratitude. Un communiqué de la CGT-Renault venait de paraître, déconseillant "vivement aux initiateurs de cette marche de maintenir cette initiative". La marche eut lieu; elle fut reçue comme la veille. La CGT s'était discréditée encore plus auprès des ouvriers, en affichant à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine la ridicule calomnie qui suit: "Jeunes travailleurs, des éléments révolutionnaires cherchent à susciter la division dans nos rangs pour nous affaiblir. Ces extrémistes ne sont que des suppôts de la bourgeoisie touchant même de grosses récompenses du patronat."

"Le Comité d'Occupation avait encore édité, à 13 heures, un tract émanant des ouvriers qui avaient lancé la grève chez Renault, expliquant comment des jeunes travailleurs avaient entraîné la base de certains départements, obligeant les syndicats à approuver tardivement le mouvement qu'ils avaient essayé d'éviter: "Les ouvriers attendent que chaque nuit viennent aux portes des gens pour soutenir en masse un mouvement de masse". A la même heure, des télégrammes étaient envoyés dans plusieurs pays, exposant la position révolutionnaire de la Sorbonne occupée."

"Quand l'assemblée générale se réunit enfin à 20 heures, les conditions qui avaient altéré son fonctionnement à ses débuts ne s'étaient aucunement améliorées. La sonorisation ne marchait que pour la durée exacte de certaines interventions, et s'arrêtait précisément pour d'autres. La direction des débats, et surtout la mise aux voix éventuelle d'une motion, dépendaient techniquement d'un grotesque inconnu, évidemment homme de paille de l'UNEF, qui s'était nommé au premier instant de l'occupation président permanent des assemblées générales et qui, réfractaire à tout désaveu et à toute humiliation, s'accrocha à ce poste jusqu'à la fin. La FER, qui avait naïvement publié dès le matin son intention de "reprenre en main" le mouvement, essaya encore d'envahir la tribune. Les manipulateurs de toutes les sectes coopérèrent pour empêcher l'assemblée générale de se prononcer sur les activités du Comité d'Occupation qui venait de rendre son mandat - et principalement sur l'appel à l'occupation des usines. Cette obstruction s'accompagna d'une campagne de dénigrement, portant plus volontiers sur des détails destinés à noyer le poisson: une "allure Saint-Germain-des-Prés" du désordre dans le bâtiment, le mépris témoigné aux petits partis gauchistes et à l'UNEF, un commentaire sur l'occupation de Sainte-Anne où certains prétendirent avoir entendu un appel à la "libération des fous", d'autres misères. L'assemblée se montra incapable de se faire respecter. L'ex-

Comité d'Occupation, n'ayant pu obtenir un vote sur sa gestion, et ne voulant à aucun degré jouer un rôle dans les luttes d'influence et les compromis qui se faisaient en coulisse pour la désignation du Comité suivant, annonça qu'il quittait la Sorbonne où la démocratie directe était dès à présent étranglée par les bureaucrates. Tous ses partisans sortirent en même temps, et le service d'ordre se trouva dissous, tandis que la FER, qui depuis plus d'une heure menaçait la tribune, en profitait pour s'y ruer. Elle ne put pas pour autant s'annexer la gestion de la Sorbonne, où les mêmes partages d'influence devaient se poursuivre jusqu'à la fin. Le verdict du Comité d'Occupation fut malheureusement confirmé par tous les faits."

"Si l'échec d'une ébauche de démocratie de conseil dans la Sorbonne fut sans doute nuisible pour la suite du mouvement des occupations, qui devait connaître précisément sur ce terrain son principal manque, duquel découla son échec général [9], il est de toute façon certain qu'au point atteint à ce moment par la crise, aucun groupe n'avait plus la force suffisante pour intervenir dans un sens révolutionnaire avec un effet notable. Toutes les organisations qui pesèrent effectivement sur le développement ultérieur étaient ennemies de l'autonomie ouvrière. Tout devait dépendre du rapport de forces dans les usines entre les ouvriers, partout isolés et séparés, et la puissance conjointe de l'Etat et des syndicats." (citations de "Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations - par René Viénet - Gallimard juillet 1968).

Pendant les jours qui suivirent, la grève s'étendit comme un feu de paille à l'ensemble du pays: Renault, Berliet, Rhodioceta, Rhône-Poulenc, Snecma,... furent occupés par les grévistes. Peu de trains circulaient, quelques gares étaient sous le contrôle des cheminots grévistes. Les postiers s'étaient mis en grève, occupant les centres de tri. Le 18, la grève gagna Air France et la RATP. Banques, sociétés d'assurances, grands magasins, imprimeries, hôpitaux étaient également paralysés et occupés par le personnel. La mobilisation toucha les lycéens.

Le 20 mai, la grève avec occupation était générale. On comptait déjà 6 millions de grévistes: il allait y en avoir plus de 10 millions dans les jours suivants. A Paris même, et presque instantanément, l'on ne pouvait plus acheter un journal, aller à l'école, poster une lettre, envoyer un télégramme, encaisser un chèque, monter dans un autobus, prendre le métro, utiliser sa voiture, trouver des cigarettes, acheter du sucre, des conserves, de l'huile, ni regarder la télévision. On ne ramassait plus les ordures, aucun train ne quittait plus la ville; il n'y avait plus d'horloge parlante, plus de bulletin météo. Les professeurs cessèrent d'enseigner, et les acteurs de jouer. Même les joueurs de football occupèrent le siège de leur association! Et tout cela de la façon la plus "spontanée", sans chef d'orchestre, sans direction formelle!

S'il n'y a aucun doute que le mouvement gréviste s'imposait malgré les syndicats, en dehors de leur contrôle, néanmoins il reste évident que cela se faisait trop rarement aussi **contre** eux. Ce manque de clarté vis-à-vis des syndicats, vis-à-vis de leur rôle contre-révolutionnaire de briseurs de grève et de garant de l'ordre capitaliste - malgré la relative clair-voyance de quelques noyaux d'avant-garde qui dès le début dénoncèrent les syndicats et le parti dit communiste comme étant les meilleurs garants de l'ordre bourgeois - allait être fatal au mouvement. En effet, la non-assomption clairement affirmé de l'antagonisme totale - contrairement à ce qu'affirment les gauchistes qui trouvent toujours des explications pour préconiser l'appel aux syndicats - entre notre mouvement et nos intérêts d'une part contre ceux des syndicats d'autre part, allait permettre aux syndicalistes - grâce à leur expérience et à leurs structures bien rodées, sur le plan national, implantées dans pratiquement toutes les usines et quartiers, avec leurs permanents, leurs moyens techniques, leurs locaux, leur fric (extorqué aux prolétaires au prix de leur sueur et leur sang),... - allait leur permettre de s'introduire progressivement au sein du mouvement gréviste pour ainsi finir par en contrôler le déroulement et l'organisation, c'est-à-dire pour en organiser le confinement, l'isolement! L'exemple qu'en donne Viénet par rapport au rôle joué par la CGT chez Renault est éloquent. Il était relativement facile aux syndicalistes d'investir les comités de grève, de contrôler les piquets de grève à l'entrée des usines et bureaux, pour ainsi mieux cloisonner les grévistes les uns par rapport aux autres, pour avoir les mains libres pour répandre ainsi leur intoxic sans jamais être désavoué, calomnier et réprimer les prolétaires d'avant-garde. Dès le 17 mai, le Conseil confédéral de la CGT déclarait: "L'action engagée à l'initiative de la CGT et avec d'autres organisations syndicales crée une situation nouvelle et revêt une importance exceptionnelle."

"Pour devenir les maîtres d'un mouvement qui les menaçait directement, les organisations bureaucratiques devaient d'abord mettre un frein aux initiatives des travailleurs, et faire face à l'autonomie naissante du prolétariat. Elles s'emparèrent donc des Comités de grève, qui devinrent aussitôt un véritable pouvoir policier chargé d'isoler les ouvriers dans les usines, et de formuler en leur nom ses propres revendications. Tandis qu'à la porte de presque toutes les usines, les piquets de grève, toujours aux ordres des syndicats, empêchaient les ouvriers de parler pour eux-mêmes, de parler aux autres et d'entendre parler les courants les plus radicaux qui se manifestaient alors, les directions syndicales se chargeaient de réduire l'ensemble du mouvement à un programme de revendications strictement professionnelles." (René Viénet)

Pour essayer d'échapper à cette mainmise syndicaliste sur la lutte, des Comités d'action de base virent le jour. "La formation des Comités d'action de base fut un signe particulier et positif du mouvement; cependant elle contenait en elle la plupart des obstacles qui allaient le briser. Elle émanait à l'origine d'une volonté profonde d'échapper aux manipulations bureaucratiques et d'entamer une action autonome, à la base, dans le cadre de la subversion générale. Ainsi les Comités d'action organisés aux usines Rhône-Poulenc, aux NMPP, et dans certains magasins, pour ne citer que ceux-là, purent dès le début lancer et durcir la grève, contre toutes les manœuvres syndicales. Ce fut également le cas des Comités d'action "étudiants-ouvriers" qui réussirent à accélérer l'extension et le renforcement de la grève. Cependant, lancée par des "militants" [10], la formule des Comités de base souffrit de cette pauvre origine. La plupart étaient une proie facile pour les professionnels du noyautage: ils se laissaient paralyser par les querelles sectaires, ne pouvaient que décourager les bonnes volontés naïves. Beaucoup disparurent de cette façon. D'autres, par leur éclectisme et leur idéologie, écoeurèrent les travailleurs. Sans prise directe sur les luttes réelles, la formule fut un sous-produit bâtard de l'action révolutionnaire; elle favorisa toutes les caricatures, toutes les récupérations. (C.A. Odéon, C.A. Ecrivains, etc.)

La classe ouvrière avait réalisé spontanément ce qu'aucun syndicat, aucun parti, ne pouvait ni ne voulait faire à sa place: le déclenchement de la grève et l'occupation des usines. Elle avait fait l'essentiel, sans lequel rien n'eût été possible, mais elle ne fit rien de plus, et laissa donc l'occasion à des forces extérieures de la déposséder de sa victoire et de parler à sa place. Le stalinisme joua là son plus beau rôle depuis Budapest. Le parti dit communiste et son appendice syndical constituaient la principale force contre-révolutionnaire qui entrava le mouvement. Ni la bourgeoisie, ni la social-démocratie n'auraient pu le combattre aussi efficacement [11]. C'est parce qu'elle était la centrale la plus puissante, et entretenait la plus grande dose d'illusions, que la CGT apparut avec le plus d'évidence comme le premier ennemi de la grève. En fait, tous les autres syndicats poursuivaient le même but. Personne ne trouva pourtant d'aussi beaux accents que l'Humanité titrant avec indignation: "Le gouvernement et le patronat prolongent la grève." (id.)

Dans un moment de mobilisation prolétarienne intense, tel que nous l'avons décrit, la CGT n'hésita pas à appeler, pour le vendredi 24 mai, à "une journée de revendication". Cette journée-défilé "dégénérât" une nouvelle fois en affrontements violents entre quelques milliers de manifestants et la police et le service d'ordre étudiant. Durant cette nuit d'émeute, les prolétaires tenteront de mettre le feu à la Bourse, et plusieurs commissariats seront mis à sac. En Province également, le prolétariat restait mobilisé, malgré les pressions syndicales. A Lyon, plusieurs milliers de prolétaires affronteront la police, pillant un grand magasin. Des affrontements eurent lieu à Bordeaux, Nantes et Strasbourg.

L'inertie du mouvement annonce sa défaite

Nous venons de dresser le tableau de la mobilisation de notre classe durant ce mois de mai 1968. Ce qui est frappant, c'est de constater que d'une part il y avait une mobilisation très importante (dix millions de grévistes, paralysie quasi totale de l'économie durant ces 10 jours de grève généralisée), que celle-ci était née en dehors des appareils syndicaux et outre-passant la plupart du temps leurs consignes pratiques visant à sauvegarder la paix sociale, et qu'il y avait d'autre part une minorité agissante qui **donnait une direction au mouvement** [12] et qui n'hésitait pas, en dépit de ses faiblesses et confusions, à prôner l'affrontement violent à l'Etat et tous ses larbins. Malgré cela, la suite des événements montrera qu'en relativement peu de temps, l'Etat - qui était resté plutôt paralysé [13] (qui n'avait pas fait preuve de beaucoup d'initiative ou d'audace) durant la montée et le

développement de la vague gréviste et d'affrontements avec les forces de l'ordre - viendra à bout du mouvement, et cela sans épreuve de force majeure avec le prolétariat et sans la mise en oeuvre d'une répression féroce [14]. Le mouvement s'écroulera pratiquement avec la même "facilité" qu'avec laquelle il avait réussi à s'imposer!

Voici la chronologie des événements

A partir du 25 mai, il devient visible que le mouvement se trouve dans l'impasse et n'évolue plus dynamiquement: une coupure entre les prolétaires qui se sont installés dans "leurs" usines et bureaux en les occupant la plupart du temps passivement [15], et des minorités qui sont certes beaucoup plus mobiles et actifs, mais dont les divisions internes et les confusions étaient nombreuses, loin de se résorber, semble s'approfondir. La bourgeoisie commence à prendre la mesure du fait que ces luttes dont l'ampleur avait été si inattendue, ne débouchent pas réellement sur une attaque plus généralisée et dangereuse pour son système. Entr'autre, elle constate aussi que les tentatives des syndicats pour circonscrire les luttes à des simples mouvements de revendications catégorielles, ne restent pas sans effet [16]. C'est à partir de ce moment-là qu'elle se ressaisit et est en mesure de mettre en place beaucoup plus audacieusement une politique de récupération des luttes, avec les accords de Grenelle et le meeting du stade Charlety, le tout couronné par la tenue ultérieure des élections.

Les 25 et 26 mai auront donc lieu les négociations et accords de Grenelle, au Ministère des affaires sociales, entre "gouvernement" et "partenaires sociaux". Ils aboutissent à un accord entre patronat, syndicats et gouvernement: augmentation immédiate des salaires de 7%, et du SMIG en particulier, de 35%, réduction du temps de travail (de l'ordre de 2 heures pour les horaires dépassant les 48 heures hebdomadaires), libertés syndicales. Et ça sera tout! Quand Seguy, secrétaire national de la CGT ira plébisciter le consentement des ouvriers à Renault-Billancourt, il se fera conspuer. Mais ce sera tout ce que les capitalistes (les fameux "partenaires sociaux") seront prêts à accorder. Et dans un premier temps, dans toutes les usines où les syndicalistes viendront défendre les "acquis de la lutte", ils devront se rendre à l'évidence: les prolétaires ne veulent pas de "ces acquis", et ils préfèrent maintenir les grèves!

L'autre volet de la stratégie contre-révolutionnaire, se jouera directement sur le plan du spectacle politique: le 27 mai, à l'initiative de l'UNEF, se déroulera au stade Charléty un rassemblement des troupes syndicalistes et de la "gauche révolutionnaire": entre 30 et 50 000 travailleurs, étudiants et enseignants viendront y acclamer leurs leaders syndicaux et politiques qui préconiseront l'organisation d'une "nouvelle force politique, porteuse des espoirs de mai" (dixit la CFDT). La CGT ne restera pas inactive, et elle organisera le 29, avec le P"C"F une manifestation importante à Paris dont le mot d'ordre central sera "pour un gouvernement populaire" et "De Gaulle démission". De son côté, Mitterand (déjà), proposera un gouvernement provisoire et posera sa candidature à la Présidence de la République.

Pendant ce moment-là, le pouvoir commence aussi à mettre en place des dispositions militaires pour être en mesure de parer à toute éventualité et pour intimider les grévistes; De Gaulle ira se ressourcer auprès de Massu, général de l'armée française et qui assurera le Président français de la cohésion des forces armées qui était resté intacte; des régiments furent déployés autour de Paris, et les mouvements de chars vers la capitale largement médiatisés.

Le lendemain, 30 mai, De Gaulle annonce qu'il restera à la tête de la République, menace ("Nous prendrons tous les moyens nécessaires") et propose la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections, prévue pour le 16 juin [17]. Suivant De Gaulle, le choix est entre "les élections ou la guerre civile". Devant la simplicité de ce choix, toutes les forces politiques bourgeoises mettent aussitôt leurs savants échafaudages politiciennes au placard et se rangent unanimement derrière De Gaulle et derrière sa proposition d'élections anticipées. Une manifestation "monstre", rassemblant des centaines de milliers de bourgeois et autres valets du Capital, investira les Champs Elysées pour témoigner son soutien à De Gaulle et à sa politique de reprise en main de la situation.

Entretemps, partout, les syndicalistes se remuent pour affronter l'hostilité des grévistes à toute reprise du travail et pour tenter de leur faire accepter les "acquis de Grenelle" et les négociations et accords spécifiques dans chaque secteur: en outre ils préconiseront qu'on vote dans chaque entreprise séparément (ce qui permettra toutes les mensonges, tout l'intox sur "les autres qui ont accepté ..."), à bulletins secrets (ce qui permet toutes les magouilles!) . Une première acceptation de tels accords "par secteur" interviendra ainsi dans le secteur des charbonnages, progressivement suivi par les assurances, les banques, la SNCF et RATP.

A partir de début juin, la vague gréviste, attaqué de tous parts par toutes les forces bourgeoises unifiées, reflue, malgré les résistances qui partout prolongèrent et retardèrent le processus de "normalisation". Des violents affrontements marqueront d'ailleurs aussi cette période de reflux: les 6 et 7 juin, à Flins, il y aura des heurts violents pendant plus de dix heures quand les CRS interviendront, auto-mitrailleuses et jeeps à l'appui pour défoncer les barrières, afin d'imposer la reprise du travail aux ouvriers des usines Renault, soutenu par des prolétaires "de l'extérieur". "L'heure n'est plus aux promenades" écrivaient les grévistes de Flins dans leur appel du 6 juin pour la réoccupation de leur usine. Ils ressentirent alors combien l'isolement qu'ils avaient supporté leur était néfaste. Des milliers de révolutionnaires répondirent à l'appel; mais seuls quelques centaines réussirent à les rejoindre pour se battre à leurs côtés. "A dix heures, l'intervention de la gendarmerie déclencha les heurts. Pendant douze heures, 2000 ouvriers et "étudiants" tinrent tête, dans les champs et les rues des bourgades avoisinantes, à 4000 gendarmes et CRS. Ils attendirent en vain les renforts de Paris. En effet les cégétistes avaient empêché tout départ des ouvriers de Boulogne-Billancourt et s'opposèrent, gare Saint-Lazare, à ce que des trains soient mis à la disposition des milliers de manifestants accourus pour aller se battre à Flins." (Viénet) C'est mitrailleuse dans le dos que les ouvriers seront finalement contraints de reprendre le turbin (et la direction profitera de la fin de la grève et du découragement qui en résulta pour accélérer les cadences - qui passeront de 60 à 67 voitures/heure!)

Même scénario, chez Peugeot, à Sochaux. "Le 11 juin, les CRS intervinrent contre les ouvriers; l'affrontement, très violent, dura plusieurs heures. Pour la première fois, au cours de cette longue crise, les forces de l'ordre tirèrent sur la foule. Deux ouvriers furent tués. C'était le moment où elles pouvaient le faire sans provoquer de riposte. Le mouvement était déjà vaincu et la répression politique commençait." (Viénet)

La grève ne cessera que le 17 juin à Renault-Billancourt et le 24 juin seulement chez Citroën.

Parallèlement, le gouvernement mettra fin aux occupations des facultés après avoir dissout les mouvements d'extrême-gauche, trotskistes et maoïstes, ainsi que le "mouvement du 22 mars".

Nous avons décrit le caractère spontané de la grève et des occupations. Nous avons décrit comment les syndicats ont pu saboter le mouvement, en le calomniant et en déposant progressivement les prolétaires de leurs luttes. Nous voulons insister ici sur le fait que cette dépossession était le résultat pratiquement inévitable des occupations passives et attentistes par les grévistes des usines et bureaux. Par ses mobilisations qui se cantonnaient aux occupations, aux grèves la plupart du temps essentiellement passives, le prolétariat a laissé la place et le temps libre à l'Etat pour reprendre l'initiative, pour reprendre en main la situation - ce que d'ailleurs il a su faire sans même avoir à opérer un changement de fraction bourgeoise à la tête de l'Etat!

Une très large majorité des prolétaires, pourtant engagés dans la lutte, mobilisés, en grève, ne s'est jamais impliqué davantage dans la lutte ouverte et offensive contre l'Etat et sa société. Il est incontestable que le mot d'ordre "occupation des usines" est un facteur qui a contribué à cette évolution, car il ne donne aucune orientation plus offensive pour l'assumption violente par les prolétaires de l'affrontement et de l'antagonisme avec l'Etat. Au contraire, il induit plutôt - et l'histoire, l'expérience, s'est déjà chargé à le démontrer (par exemple lors du mouvement du même

nom en Italie en 1921) - une attitude attentiste, et **l'illusion** d'un "contre-pouvoir ouvrier", d'une "force économique ouvrière" qui suffirait à "faire tomber la bourgeoisie".

Les besoins de la centralisation des luttes, c'est-à-dire d'une coordination la plus large possible et d'une réelle direction unifiée, centrale, de toutes les énergies et initiatives susceptibles de mener les luttes vers un niveau d'affrontement plus généralisé avec le Capital (nous ne faisons pas référence ici uniquement à des affrontements physiques! mais plutôt au type d'affrontements qui rendent un retour en arrière extrêmement difficile, tels les sabotages, la libération de prisonniers, incendies, occupation des centres névralgiques,...), n'étaient pratiquement pas assumés par les prolétaires. Le mot d'ordre "occupation des usines" confinait les prolétaires dans les attitudes expectatives par rapport à ce qui allait venir ou se dérouler "sur le plan politique". Les prolétaires restaient essentiellement les spectateurs de leur propre mouvement. Ceci laissera donc en grande partie le champ libre aux syndicalistes et aux autres forces politiques bourgeoises pour enfermer les ouvriers dans les usines et les bureaux, et pour isoler les prolétaires les plus déterminés. Seule une petite minorité de prolétaires - parmi les 10 millions de grévistes - dépassait le stade stérile de l'occupation passive, et décidait de soutenir pratiquement [\[18\]](#) ceux qui se tenaient à la pointe du combat. Mais là encore, il s'agissait plus d'un soutien, d'une sympathie passive plutôt que d'une prise en main des tâches indispensables pour renforcer le combat.

Les tentatives pour peser sur le déroulement des affrontements, pour assumer et donc diriger activement le combat contre l'Etat et toutes ses concrétisations, restaient extrêmement faibles, confuses et dispersées. Nous en arrivons ainsi inévitablement aux responsabilités des noyaux d'avant-garde qui ont assumé les tâches de direction de la lutte.

Malgré le fait que le comité d'occupation de la Sorbonne avait joué un rôle dans le déclenchement de la vague gréviste (voir plus haut) - ce qui illustra, comme ils le comprendront eux-mêmes, que les analyses et mots d'ordre formulés par les "enragés et situationnistes" dans une certaine mesure correspondaient à la réalité de la situation sociale (critique de la marchandise, de la politique, [\[19\]](#)..), néanmoins, par la suite, ce comité sera largement dépassé par les événements et il ne sera plus en mesure d'assumer à ce moment-là un quelconque rôle de direction. Aucun autre noyau capable de concrétiser la direction, de synthétiser et de renverser la pratique en offensive centralisé contre le Capital et son Etat ne sera secreté par le prolétariat au cours de la lutte. Aussi bien les Comités d'occupation comme les Comités d'action (de base) (ou les multiples Comités de grève la plupart du temps d'ailleurs "tenus" par les syndicalistes) se sont presque toujours cantonnés à l'organisation des actions autour de la grève et l'occupation dans leur usine/secteur, sans prise en charge des nécessités de centralisation du combat (affrontements, actions spécifiques en direction de l'armée en vue de la paralyser, etc.) découlant et exigé par la position d'affrontement avec l'Etat dans laquelle la situation les avait placés [\[20\]](#). Ceci constitue une différence notable avec ce qui passera 12 ans plus tard en Pologne, où les prolétaires, organisés dans des multiples comités de grève également, se centraliseront au sein d'un comité inter-entreprises, le "MKS" [\[21\]](#).

Nous avons déjà eu l'occasion de critiquer certains aspects des positions pratiques assumées par le groupe des Enragés et défendues par "l'Internationale Situationniste". Nous avons mentionnés leurs positions contradictoires et pour le moins confuses et néfastes sur "le militantisme" et sur la question de "la direction", sur le "fonctionnement démocratique des assemblées" et le "danger d'usurpation de leur pouvoir par les bureaucrates", et finalement sur le mot d'ordre "d'occupation des usines". Nous devons y rajouter encore la critique du conseilisme en tant que tel.

Les actions et interventions "des Enragés" furent dans le meilleur des cas contredits par toute une série de préjugés anti-organisationnels qu'ils véhiculaient, et dans le pire des cas, entravées par ces préjugés. Les exemples que donne Viénet des interventions des "enragés" dans le Comité d'occupation de la Sorbonne, montrent clairement que les orientations qu'ils y défendaient correspondaient aux besoins d'extension de la lutte et à la nécessité d'affronter les syndicalistes-saboteurs de la lutte. Ces besoins correspondaient aux besoins du mouvement dans son ensemble, c'est-à-dire aux besoins du mouvement dans ses perspectives historiques, comme expression du mouvement communiste. Voilà le critère que nous retenons et voilà le seul critère qui importe. Il ne saurait donc être question de soumettre cet exigence (de la défense des perspectives classistes pour la

lutte - anti-parlementarisme, anti-syndicalisme, anti-démocratisme, anti-nationalisme,... - à des quelconques approbations par des "masses" de prolétaires en lutte! Si des militants communistes défendent leurs orientations (qui ne sont les "leurs" que dans la tête des formalistes!) face à d'autres prolétaires en lutte, ce n'est pas afin d'obtenir leur consentement,... mais pour les rallier, ou pour en rallier les éléments les plus déterminés, autour de l'assumption des tâches de la lutte sur des bases classistes invariantes! Ce sont au contraire nos ennemis qui utilisent les votes, le consentement, les assemblées, les majorités et leur fétichisme, et toutes les autres magouilles, pour mieux préserver le status quo, le règne des individus atomisés, de leurs opinions débiles à l'image de l'idéologie dominante. Quand Viénet écrit:"Le Comité d'Occupation était composé de quinze membres élus et révoquables chaque jour par l'assemblée générale, responsables devant elle seule, et chargés d'organiser et maintenir l'occupation de la Sorbonne. Tous les services improvisés, ou qui devraient être mis en place, pour le fonctionnement et la défense du bâtiment et de ce qui s'y faisait, étaient placés sous son contrôle. Il s'agissait de rendre possible en permanence la discussion libre, et d'assurer et faciliter la continuation des activités en cours - ceci allant de la distribution des salles à l'organisation du ravitaillement; de la diffusion démocratique, écrite et orale, des informations au maintien de la sécurité." il fait tout simplement le lit des bureaucrates et gauchistes qu'il dénonce par ailleurs. Et en même temps, il soumet ses propres activités (des enragés) à l'obtention d'une majorité parmi les prolétaires qui assistent à l'assemblée. Quelle misère! Ici les Enragés n'échappent pas à une des pires idéologies (force matérielle et pratique) de la contre-révolution! Et c'est cette même force, ces mêmes illusions, que nous aurons à affronter de nouveau à chaque fois qu'une lutte d'envergure surgit, y compris de la part de nos meilleurs camarades, au sein de l'avant-garde de notre classe. Quelle misère encore, ces assemblées et ces pauvres ouvriers toujours susceptibles d'être trahis, d'être les victimes des méchants magouilleurs, d'un "grotesque inconnu, évidemment homme de paille de l'UNEF, qui s'était nommé au premier instant de l'occupation président permanent des assemblées générales et qui, réfractaire à tout désaveu et à toute humiliation, s'accrocha à ce poste jusqu'à la fin" comme le relate Viénet. Un peu plus loin, il écrit "seuls deux membres du Comité d'Occupation (dont Riesel qui y avait été nommé par l'assemblée) allèrent en appeler à la base, en dénonçant la manière scandaleuse dont le pouvoir de l'assemblée générale était bafoué. Riesel s'adressa, dans la cour, aux occupants, pour les ramener dans l'assemblée générale, afin qu'elle tranche entre les bureaucrates et ses délégués. Quelques minutes après, la tribune était envahie, et les bureaucrates sommés de s'expliquer publiquement."[\[22\]](#) Cette pauvre assemblée qui failli être bafoué, ne fût-ce pour la vigilance de Riesel! Cette idéologie de démocratie ouvrière que véhicule Viénet, était contrecarré par une certaine lucidité des "Enragés" qui s'exprime lorsqu'ils affirmaient que "le problème central de la présente assemblée générale est donc de se prononcer par un vote clair pour soutenir ou désavouer l'appel de son Comité d'Occupation. En cas de désaveu, cette assemblée prendra donc la responsabilité de réserver aux étudiants un droit qu'elle refuse à la classe ouvrière et, dans ce cas, il est clair qu'elle ne voudrait plus parler d'autre chose que d'une réforme gaulliste de l'Université" ou encore quand ils quittent le "Comité d'Occupation" en jugeant que "l'assemblée se montra incapable de se faire respecter. L'ex-Comité d'Occupation, n'ayant pu obtenir un vote sur sa gestion, et ne voulant à aucun degré jouer un rôle dans les luttes d'influence et les compromis qui se faisaient en coulisse pour la désignation du Comité suivant, annonça qu'il quittait la Sorbonne où la démocratie directe était dès à présent étranglée par les bureaucrates." Mais cette lucidité concerne plus leur propre attitude de non-compromis avec les syndicalistes, que l'analyse du pourquoi la même assemblée laisse à un moment donné les "Enragés" diriger l'action en son nom, et à un autre moment les "gauchistes-magouilleurs"! Si l'assemblée se laisse magouiller par les gauchistes, alors il ne mérite rien de mieux! Si quelqu'un veut "sauver" les prolétaires des "magouilles", alors il devra lui-même devenir le meilleur des magouilleurs!

La position communiste sur le "conseillisme" qui fût un des axes de propagande et d'agitation des "Enragés" ("démocratie directe et du pouvoir international des Conseils Ouvriers") rejoint évidemment ces mêmes critiques. La révolution n'est pas une question de forme d'organisation et aucune forme organisationnelle n'est immunisé contre le danger d'infestation par la vermine contre-révolutionnaire. Si la contre-révolution s'impose toujours par la violence, le terrain en est toujours préparé à travers les activités des centristes dont le rôle spécifique consiste à désarmer le prolétariat de l'intérieur. Notamment en utilisant les concepts, les expressions, les mots d'ordre, les revendications, les formes d'organisation,... du prolétariat dans le but de mieux mystifier celui-ci, de le déboussoler, le diviser, l'affaiblir. Cette tâche de mystification ne saurait être assumé par une fraction

bourgeoise clairement perçu comme telle: elle ne serait pas crédible! Ce sont donc les Kautsky, les Khomeiny ou autres Walesa qui assument cette tâche spécifique. Et leur terrain d'influence est évidemment au milieu des ouvriers, là où se déroulent les luttes, là où se trouvent les prolétaires! Et ces fractions ont tout intérêt à disposer d'une tribune, d'un parlement, d'un "conseil" où ils seront écoutés par les ouvriers, où ils pourront étaler leur science face à des prolétaires dont la position de spectateur (écoutant l'orateur au milieu d'une foule) induit déjà une soumission à une division de tâche débilante. Nous devons fermement rejeter ce type de fonctionnement et dénoncer la passivité qui l'accompagne. Nous, prolétaires en lutte, nous ne sommes pas là pour "donner notre avis" sur les opinions d'un tel ou un tel, nous ne sommes pas là pour écouter parler les autres. Si nous secouons le joug de notre oppression, si nous bravons la terreur étatique qui frappe tous ceux qui se révoltent, ce n'est pas pour entendre des palabres dans des assemblées. C'est par contre pour agir, en connaissance de cause et en sachant pertinemment ce que nous voulons et ce que nous refusons, pour agir autour de mots d'ordre, des exigences et objectifs qui ne correspondent pas "à nos opinions" mais aux intérêts historiques de notre classe, qui ne souffrent donc pas de doute, et que nous ne sommes sous aucun prétexte prêts à soumettre au vote ou à l'approbation d'une quelconque minorité ou majorité! Quant au souci de se retrouver nombreux pour agir dans le même sens, oui, nous l'avons évidemment, mais cette exigence n'a jamais été servi par les palabres ou les élections ou votes, mais par la clarté de nos orientations pour l'action. Quant au besoin de favoriser les discussions, les critiques, le débat autour de questions essentielles pour le mouvement (analyse de la situation, clarification programmatique, divergences,...) cela n'a jamais pu se faire sous la houlette de "la liberté" ou de la démocratie (où sévissent nos ennemis), mais uniquement dans le cadre d'une communauté d'intérêts et de lutte, d'action, et dans la perspective d'un renforcement de cette communauté. Le respect de cette communauté de lutte et d'affrontement avec la société capitaliste et ses défenseurs, le souci de son renforcement, le respect de nos frères de classe qui partagent ce combat,... sont les exigences qui déterminent la nécessité **et** la possibilité de confronter les différentes idées, analyses, et la convergence d'action qui en découle ... et qui en dernière instance sont aussi synonyme de l'assumption d'une direction unifiée qui correspondra aux intérêts du mouvement et sera en mesure de donner une efficacité maximale à toutes nos énergies! La pratique et le fétichisme des majorités, des votes, des "conseils" ou d'autres formes d'organisation, de la démocratie ouvrière,... ne peuvent que dilapider les énergies des prolétaires combattifs, les paralyser, les noyer dans une masse passive et attentiste, et finalement les soumettre aux orientations des "magouilleurs" et beau parleurs!

Si nous nous sommes attardés en détail sur le déroulement des événements et sur le rôle joué par le Comité d'occupation de la Sorbonne dans le déclenchement des affrontements, c'est parce que nous y reconnaissons le type de situation - et Viénet l'expose lucidement - que le prolétariat devra confronter à chaque fois lorsqu'il reprendra le chemin de la lutte, non pas à partir d'une situation idéale, d'une situation idéale (correspondant aux schémas - construits exclusivement à l'aide des "il faut" et des "si" - imaginés par les gauchistes), mais à partir de sa situation réelle de classe exploitée, à partir de ses mille faiblesses, illusions et divisions! Et si nous critiquons donc les faiblesses et illusions des membres du "Comité d'occupation de la Sorbonne" comme des autres éléments d'avant-garde actifs dans la lutte, c'est parce nous considérons que d'une part ils ont réellement joué un rôle d'avant-garde, qu'ils exprimaient et concrétisaient donc les intérêts du mouvement, et d'autre part que leurs faiblesses que nous critiquons reflètent les faiblesses de l'ensemble du prolétariat en tant que classe révolutionnaire, ce sont nos faiblesses. Nous ne nous situons donc jamais en dehors de ces problématiques et nous savons pertinemment que nous aurons et avons déjà à affronter exactement les mêmes questions! Contrairement à ce que prétendent ceux qui nous critiquent parce que nous serions des "donneurs de leçons", nous considérons que la critique radicale, ouvertement assumée, des erreurs passées reste une des armes essentielles qui puisse nous permettre d'avancer. Nous n'hésitons pas à affirmer que les propos de nos contradicteurs - outre le fait qu'ils coïncident de façon inquiétante avec le discours dominant et démobilisant de la société sur une question aussi essentielle que l'organisation de la lutte! - trahissent avant tout leur propre conception, fut-elle formulé en termes inversés, des prolétaires comme étant une "masse inculte" à la merci des manigences d'"élites conscientes"!

Sur les syndicats et le Parti "Communiste" Français

Nous reproduisons ici quelques citations qui en disent long sur le rôle joué par ces fidèles valets de l'ordre capitaliste:

- "La CGT avait pensé que tout s'arrêterait là, qu'on allait faire une bonne journée de grève le 13 mai, qu'il y aurait une bonne manifestation, mais les dirigeants de la CGT ont été extrêmement surpris de l'importance du mouvement du défilé de Paris, et de la combativité des mots d'ordre. Inversément, le peuple lui-même a pris conscience de sa force: "nous sommes un million, nous sommes très forts", et c'est ça qui a lancé les occupations d'usines qui ont commencé le surlendemain et qui ont commencé en dehors de la CGT." André Barjonet, économiste de la CGT.
- "Il n'est pas question de grève générale insurrectionnelle" Séguy, le lundi 20 mai 1968.
- "A propos de Cohn-Bendit ... il n'a pas été facile de prendre position pour nous au sujet de l'interdiction de séjour d'un étranger, mais dans un cas comme celui-ci, on ne pouvait pas condamner." André Berthelot, secrétaire confédéral de la CGT.
- "De Gaulle a omis de désigner les véritables fauteurs de troubles et de provocations dont les agissements, y compris contre la reprise du travail, sont couverts par une singulière complaisance du Pouvoir." Séguy.
- "Le PC a fait la démonstration de son goût de l'ordre et de son sens des responsabilités" Le Figaro.
- "Le PC a su freiner les enthousiasmes abusifs" Le Monde.
- "Le PC a noyé l'insurrection des étudiants dans de sages revendications ouvrières". Jules Monnerot, sociologue.

Un nerf de la guerre: les communications

Voici également quelques citations qui montrent l'importance de cette question:

- "Beaucoup de gens avaient des transistors. C'était merveilleux. L'information était instantanée et chacun pouvait élaborer sa stratégie personnelle. J'ai senti que l'individu n'était pas un mouton dans la foule. Il réfléchissait ... Une bonne femme avait un transistor. Tout le monde s'arrêtait, écoutait. Une fois les nouvelles finies, les gens réagissaient tous ensemble aux commentaires, aux prises de position des hommes politiques qu'on avait retransmis. J'ai eu l'impression exaltante que chacun se trouvait dans un état de pleine conscience: réfléchissant sur le passé, informé du présent, se déterminant pour faire le futur."

Réagissons nous-mêmes à cette citation: on reconnaîtra facilement ici les stigmates de l'idéologie dominante: les individus sont considérés comme étant des "moutons dans une foule", chacun pouvant "élaborer sa stratégie personnelle", et l'écoute des transistors, "c'était merveilleux"! Cette personne exprime avant tout sa propre dépossession et impuissance, et au-delà, une des limites majeures du mouvement, à savoir que les prolétaires resteront globalement dans l'expectative.

Mais peu à peu, la critique des médias fera son chemin, devenant même un des axes principales de la contre-propagande des noyaux militants:

- "Concernant la réaction au discours de De Gaulle le lendemain soir du 24 mai, alors qu'une foule innombrable, massée devant la gare de Lyon et rue de Lyon, scandait, pendant les 7 minutes que dura le discours "Dix ans ça suffit!" et surtout "Son discours, on s'en fout!", toutes les radios rapportaient

que "les manifestants s'étaient immobilisés et avaient fait silence durant les sept minutes pour écouter le chef de l'Etat".

- "A l'approche de l'aube, au moment où s'opèrent les arrestations et où souvent les grenades continuaient à éclater sporadiquement, les radios répétaient "tout est calme maintenant", influençant ainsi les manifestants réfugiés à sortir de leurs cachettes."

- "Le terme "étudiants" fut une désignation commode, justifiée durant les premiers jours de Mai. Ensuite on parla prudemment de "non-étudiants", manière pudique d'éviter de dire "travailleurs". Les "non-étudiants" demeurèrent toujours dans une ombre mystérieuse où vinrent les rejoindre "la pègre" et "les katangais" de circonstance[23]. Même les soirs où les étudiants véritables (sic!) ne formaient plus qu'une partie, active mais non majoritaire, de la foule des manifestants, les radios continuèrent à dire: "Les étudiants se sont réfugiés ici, les étudiants ripostent, etc.""

Dans la mesure où les émissions radio en direct avaient aussi l'inconvénient (pour le Pouvoir) de permettre aux manifestants et grévistes - qui la plupart du temps n'avaient eux-mêmes mis en place aucune coordination autonome pour assumer cette tâche - de se regrouper aux points chauds, de connaître parfois la position des flics,... le gouvernement interdira bientôt les reportages en continu, et d'ailleurs les dernières nuits d'affrontements ne seront accompagnées à la radio que de musique légère (comme cela se passe la plupart du temps en cas de troubles graves!)

- "Tant mieux s'il n'y a plus de radio. On entrera dans la clandestinité. Les petits gars qui avaient besoin de publicité pour vivre, resteront chez eux. On s'en fout. Moi la radio, je ne l'ai jamais écoutée. Je trouve qu'elle a trop distrait les gens. Ils s'écoutaient agir. Ce n'est pas bon."

La critique est très juste et pertinente. "L'effet de résonance" des médias est tellement puissant, face à des individus dépossédés et pour qui cette dépossession et leur propre impuissance est devenu totalement "naturelle" par les siècles d'imposition terroriste de l'exploitation qu'ils ont eu à subir depuis des générations, que l'attrait des médias ne peut être que dangereux et pervers! Quand "le reflèt" de leurs actions par les médias (reflet idéologisé!), sera supprimé par le gouvernement, beaucoup d'ailleurs s'en retrouveront désemparés, face à ce "silence". Ils se retrouvaient de nouveau face à leur propre impuissance, au silence de leur propre manque d'activité et d'audace! Ils fallait qu'ils réapprennent à agir, à se battre, en ne comptant que sur leurs propres forces, sans vedettes, sans chefs, dans l'ombre.

- "Si on s'est senti si solitaires les nuits sans radio, c'est parce qu'on n'était pas organisés. Je pensais à la révolution d'Octobre et me disais: quand on sait ce qu'on veut, qu'on l'a préparé, on sait où on va, où on enverra les gars, ce qu'on leur dira, comment on réagira à telle ou telle tactique de la police ou de l'information truquée. On n'a pas besoin d'être moralement soutenu par la résonance de ses succès. On les apprécie selon les critères qui n'ont rien à voir avec l'opinion qu'en fabriquent les radios. Dans le fond, la radio, tous ces reportages, ça nous a dégonflés. Maintenant, on a compris."

Signalons encore, sur ce point, que de façon isolée mais exemplaire, les grévistes de la CSF à Brest (Compagnie Générale de Télégraphie Sans Fil), occupèrent leurs ateliers, et remirent en marche la production pour leur propre compte, en fabriquant des talkies-walkies ainsi que des tables anti-écoutes! De même, aux "Beaux-Arts", un atelier fonctionnait produisant une dizaine d'affiches de propagande différentes par nuit!

Et finalement encore cette citation prémonitoire:

"Ces colloques qui se prolongent aujourd'hui encore dans nos amphithéâtres auront empêché la reprise de cours réguliers. Mais ils apporteront à la formation politique de nos jeunes élites une contribution décisive. Et maint esprit qui participera demain à la conduite des affaires de notre pays aura fait ici son apprentissage." Professeur Kastler dans le Nouvel Obs. du 19 juin 1968.

Ce ne sont pas les Geismar, les July, les Peninou, ni les milliers d'autres salauds "ex-soixantehuitards" qui depuis officinent dans les ministères et dans tous les autres organes terroristes d'Etat, qui démentiront. Ni d'ailleurs Monsieur Cohn-Bendit[24] qui aux dernières nouvelles se faisait

payer pour donner des cours aux policiers allemands pour leur apprendre comment faire face aux émeutes! Le Capital, comme rapport social, possède une capacité extraordinaire de s'affranchir des contingences de sa domination afin de sauvegarder l'essentiel, la reproduction de cette société basée sur la valeur! Ainsi, il sait faire fi des personnes, des cadres rigides (de pensée, de structures,...) que les hommes prétendent lui imposer, pour toujours s'adapter, se réformer, se restructurer ... par la coöptation permanente des politiciens, des idées, des cadres,... qui assurent au mieux sa pérennité.

Une défaite ?!

Dans un autre article, paru en juillet 1988 ("1984,... 85, 87,... pire que prévu" Le Communiste n°27) nous avons décrit, en prenant comme exemple la situation en France, l'évolution du rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat depuis cette période. Nous y insistions sur l'atomisation grandissante des prolétaires, sur le renforcement de la démocratie que partout l'Etat avait réussi à imposer consécutive à la défaite de la vague de lutte de 1965-73.

Quand nous parlons de "démocratisation", d'"atomisation" nous ne faisons pas seulement référence à ce qui se passe dans les têtes, aux idées; avant tout nous nous référons à l'évolution de la situation pratique dans laquelle nous vivons et où l'atomisation, l'individualisation, la dépossession et le règne des citoyens sont devenus extrêmement totalitaires.

Cette situation est aussi le résultat de la vague de lutte de mai/juin '68! L'érosion des structures d'encadrement des luttes, du P"C"F et des syndicats pour ce qui concerne la France - comme pour leurs acolytes ailleurs - est aussi un produit de l'expérience de cette vague de luttes. L'Union de la Gauche en France - dans les années 70 et dans le but de provoquer une attente chez les prolétaires, de mettre les luttes en suspens, de les démobiliser en faisant miroiter l'avènement prochain d'une autre politique gouvernementale - fût la réponse bourgeoise à "'68". L'actuelle débandade des syndicats et du P"C", comme la crise des groupes gauchistes (éternel soutien critique à cette gauche), n'est rien d'autre que le résultat final de cette stratégie, et cela dans le contexte de crise permanente que nous connaissons.

Si en France le mouvement de lutte fût vaincu sur le plan "politique" par le pouvoir de "la gauche" et des syndicats, il fût vaincu "économiquement", en France comme ailleurs, par la situation de crise, par les restructurations, par les réformes visant à démocratiser la société, à nier les prolétaires en tant qu'exclus et ennemis de la société et en les "intégrant" en tant que citoyens-électeurs. Nous faisons référence ici entr'autre aux "luttes" qui se fixaient comme objectifs l'obtention de réformes de la société, comme les luttes "écologiques", "de libération de la femme", "anti-racistes", etc... qui pendant toute une période accaparaient la scène politique et obscurcissaient encore davantage l'antagonisme fondamental qui oppose les intérêts de notre classe à cette société. Ils furent ainsi un moyen efficace d'intégration/dissolution des prolétaires au sein du spectacle politique. En faisant la promotion de ces "luttes" (écologie, féminisme, libération, anti-hierarchie,...) l'Etat vise à totalement récupérer à son bénéfice l'expérience (falsifiée!) de l'importante explosion prolétarienne qui venait de se produire. Le schéma est simple mais efficace: de toutes les tendances radicales qui se manifestent au cours des luttes (grève sauvage, aspect international, anti-travail, critique de la famille, réappropriation,...), l'Etat, en attaquant les luttes, en nie violemment le contenu subversif, le mouvement subversif qui les a fait surgir et dont la dynamique tend à aggraver les antagonismes entre le prolétariat et la bourgeoisie; une fois cet objectif atteint, une fois la subversivité du mouvement anesthésiée, l'Etat peut alors reprendre à son compte les "revendications" qu'il aura pris soin entretemps d'attribuer et d'inculquer au mouvement ou à ce qui en reste (rôle de la propagande) - car quelles peuvent être nos revendications, sinon une affirmation de plus en plus claire de notre **refus** de ce monde! - et donc commencer à promouvoir les luttes, partis, individus,... qui se mobilisent pour l'obtention de "nouveaux droits", de "plus de libertés", "moins d'autoritarisme",...

Entretemps, durant les années qui séparent les luttes de la période '65-'73 d'aujourd'hui, les tendances à la subversion ont été soigneusement et plutôt efficacement combattu. Rappelons-nous les campagnes anti-terroristes qui servaient et servent encore ouvertement à **terroriser** toute tentative de révolte! C'est parce que la société s'est tellement carapacée, parce que le règne de la démocratie et des citoyens atomisés et veules est devenu tellement omniprésent, que les luttes ne surgissent que très

difficilement et prennent la plupart du temps aussitôt un caractère très violent et très subversif, faisant d'emblée la critique de toute la société et toutes ses valeurs! C'est là une évolution positive, et qui est importante quand on considère les faiblesses qui amenèrent la défaite des luttes de mai/juin 1968 en France.

Si les gouvernements en place ont cherché et en partie réussi à défaire le "spectre" des luttes de cette période (en désorganisant le prolétariat, en calomniant les luttes, en "neutralisant" les prolétaires combattifs,...), le surgissement épisodique de luttes extrêmement violentes et subversives sur tous les continents - et en Europe, où des émeutes viennent régulièrement secouer la paix sociale, cela fut probablement moins le cas qu'ailleurs - montre que les maîtres de ce monde en définitive sont impuissants à éviter l'éruption de nouvelles explosions violentes, massives, à répétition. Mais, personne ne l'ignore, ces explosions souffrent terriblement du manque de coordination, de liens,... (Sur les caractéristiques générales des luttes à l'époque actuelle, voir notre article dans "Communisme" n°39). Néanmoins, sur ce plan aussi, nous devons analyser la réalité contradictoirement. Car à chaque fois que notre classe relève la tête et resurgit comme pôle de négation de cette société, ses luttes d'envergure secrètent et suscitent l'émergence de noyaux de prolétaires obsédés par le combat, par le souci de ne pas reproduire les erreurs du passé, obsédés par la volonté de nouer des contacts avec d'autres noyaux de prolétaires combattifs, obsédés par les nécessaires clarifications théoriques, etc. C'est ainsi que la vieille taupe continue son oeuvre, et il est vrai qu'elle le fait souterrainement.

([1]) L'activité économique dans la plupart des colonies était directement soumise aux besoins de valorisation des capitaux "européens" à seule fin de répondre aux besoins d'accumulation des métropoles; ainsi l'extraction des matières premières et les monocultures y étaient la plupart du temps systématiquement imposées (main d'oeuvre bon marché!) alors que les activités manufacturières y étaient souvent strictement interdites.

([2]) "Cependant, ce n'est pas seulement au sein du monde vivant que l'Occidental établit une hiérarchie présumée scientifique. C'est aussi au sein de l'humanité. Celle-ci étant constituée de sociétés fort différentes, l'Occidental voit dans leurs différences des inégalités. Ces inégalités tiendraient à ce que les sociétés sont plus ou moins avancées sur la route qui mène de l'homme préhistorique à l'homme contemporain, de sorte qu'elles sont plus ou moins évoluées. Et le critère qui permet d'apprécier leur degré d'évolution est à la fois leur niveau de connaissance (assimilée à la seule connaissance "scientifique") et leur maîtrise des techniques. Ce critère du progrès scientifique et technique n'est peut-être pas lui-même très scientifique, mais il a un mérite: il fonde la supériorité de la société occidentale. Cette interprétation des différences repose sur un postulat: l'évolution humaine est unilinéaire. C'est en effet celle de "l'homme". Par conséquent, toutes les sociétés ont vocation à évoluer comme a évolué la société occidentale pour atteindre un jour son niveau de civilisation. C'est ainsi que la domination que celle-ci exerça sur des populations présumées attardées put passer pour une oeuvre civilisatrice. Il s'agissait bien d'entraîner ou de pousser l'humanité dans une direction unique et nécessaire, celle de l'histoire de l'espèce humaine, dont la société occidentale était l'aboutissement."

(...) "Ainsi la société occidentale persiste-t-elle à penser qu'elle incarne l'avenir de toutes les sociétés. Sa mission civilisatrice s'est transformée en une mission d'aide. Et les sauvages d'hier étant les sous-développés d'aujourd'hui, ceux qui, hier les civilisaient, aujourd'hui les développent. La conception ethnocentriste de l'évolution est donc la même."

"La fin du développement" - François Partant - (1982). Voilà comment un "économiste alternatif" comme il se définit lui-même (un réformiste quoi!) est en mesure lui aussi de dénoncer - à sa manière - l'eurocentrisme.

([3]) Si aujourd'hui l'Islam est fortement mis en avant pour encadrer et défaire les luttes prolétariennes que mènent nos frères de classe dans les régions "musulmanes", c'est justement contre (anti-thétique aux) "les valeurs occidentales, judéo-chrétiennes", dans la mesure où un tel drapeau

"anti-occident" est le plus à même de dévier les luttes de leurs perspectives classistes car dans la conscience confuse d'une majorité de prolétaires, la cause de leur oppression vient de ces valeurs occidentales, ou pire, de l'Occident (notion a-classiste) et pas du Capital!

[[4]] N'oublions pas que la plupart des groupes "révolutionnaires" sont tout simplement "euro-centristes" et racistes, en ce qu'ils considèrent "les ouvriers" des Etats-Unis, de l'Europe (et encore - des pays "centraux" de l'Europe), et du Japon, comme étant les seuls en mesure de faire et réussir une révolution! Des groupes comme le CCI ou "Communisme ou Civilisation", qui pour nous ne font pas partie du camp prolétarien, considèrent les prolétaires des pays comme la Malaisie, l'Inde, ou le Zaïre soient la plupart du temps comme tout simplement inexistants, soit comme étant - par définition - "attardés", "sous-développés", religieux, ...

[[5]] Ecoutons ce qu'en dit - avec son propre vocabulaire - un des porte-paroles du Capital: "Premier fait: si nous voulons partir de la France, nous nous trompons car nous savons très bien que les grands phénomènes estudiantins ont eu lieu dans le monde entier et bien avant nous. Ce qui s'est passé en Angleterre, ce qui s'est passé aux Etats-Unis est nettement antérieur à nos histoires de Nanterre. N'oublions pas l'Asie, les grands drames des Japonais avec l'affaire des étudiants qui sont absolument comparables aux nôtres. On n'en a pas beaucoup parlé parce que le Japon, c'est loin. Je crois que tout a commencé au Mexique. Vous savez combien cela est étonnant puisque c'est un gouvernement révolutionnaire. L'université avait sa propre police, et aucune police n'avait le droit d'y pénétrer. Malgré cela, il y a eu les événements de Mexico." Malraux, à l'époque membre du gouvernement et vénéré comme "un des plus grands esprits du siècle" par tous les bourgeois du monde!

[[6]] C'est là une différence notable avec la période de lutte (d'ailleurs nettement plus importante) qui se déroulait entre 1917-23. Durant cette période, il y eut des nombreux contacts internationaux et plusieurs tentatives afin de structurer à l'échelle mondiale les luttes révolutionnaires sur les différents continents. La troisième internationale correspondait - en tant que tentative éphémère - à la tendance de centralisation internationaliste, et de nombreux groupes, courants, partis oeuvraient à cet époque dans ce sens!

[[7]] Ceci est un des passages auxquels nous faisons référence en écrivant que le texte reflète une des faiblesses du mouvement, notamment dans ses considérations de type démocratique. Dans tout ce passage au sujet de "l'usurpation" du "**pouvoir réel**" par les bureaucrates, l'auteur en reste toujours à une critique superficielle - en relation avec le mode de fonctionnement des comités et assemblées - des agissements des forces contre-révolutionnaires! Pour notre critique plus approfondie, voire plus loin dans le texte.

[[8]] Nous pouvons nous interroger ici sur ce "ralliement" étonnant de la part du Comité d'occupation à une initiative prônée par les gauchistes. La raison en réside sûrement dans la mystification qui entourait le symbole des usines Renault et de la concentration ouvrière qu'elle représentait, mystification à laquelle les Enragés n'échappaient pas! Cette mystification voulait que les usines Renault, et spécialement du site de Billancourt, furent un bastion de la combativité ouvrière! Rien (dans l'histoire du mouvement de lutte communiste) ne vient créditer une telle réputation, si ce ne sont les critères des sociologues, syndicalistes et autres serviteurs du Capital. "Il est indubitable qu'il existe des secteurs du prolétariat importants stratégiquement, du fait de leur capacité à paralyser les centres décisifs d'accumulation du capital (pôle d'accumulation capitaliste, grandes industries, mines, transports, communications, etc.) Ces secteurs ne sont pas nécessairement toujours les plus décidés, ni ceux qui garantissent (le plus) la généralisation de la révolution. Il existe également d'autres secteurs comme les "sans travail" et, en général ou particulièrement, les jeunes prolétaires qui n'ont pas encore trouvé (ou qui savent qu'ils ne trouveront pas) d'acheteur de leur force de travail (secteurs camouflés de nombreuses fois sous la dénomination a-classiste de "jeunes", "d'étudiants" ou de "lycéens"). Ces secteurs peuvent jouer un rôle décisif dans le saut qualitatif du mouvement. Le développement de la révolution communiste implique toujours la rupture d'avec le cadre borné de l'entreprise par la descente dans et l'occupation de la rue, par le passage à l'associationnisme territorial contre lequel la bourgeoisie ne peut plus offrir de réformes, ni partielles, ni catégorielles, et qui pose forcément la question générale du pouvoir de la société." (Thèses - n°15 - programmatiques du GCI - 1989)

[[9]] Nous sommes en total désaccord avec cette analyse. Voir plus loin notre critique.

[[10]] Ici Viénet considère que le fait que ce soient des militants qui sont à l'origine de tel ou tel initiative, en amoindrit la portée. Il fait ainsi preuve de son admiration a-critique, de son apologie des "travailleurs révolutionnaires" sans en distinguer réellement les processus de leur surgissement en tant qu'éléments révolutionnaires. Comme si, le fait que ce soit "une masse" de "travailleurs

révolutionnaires" (et cela n'existe pas sauf dans la tête des idéologues) qui soient à l'initiative d'une action, la mettrait davantage à l'abri des "professionnels du noyautage"!

([11]) Il va sans dire que la distinction entre "bourgeoisie et social-démocratie" et "staliniens et syndicalistes" est totalement gratuite, et ne correspond pas à la réalité. Nous nous référons à la social-démocratie non pas comme étant tel ou tel parti formel précis, mais comme étant la maison commune (partout dans le monde) de tous les partis dont l'oeuvre historique est de directement combattre le mouvement révolutionnaire en menant une politique de gestion de la société qui tienne compte en particulier des exigences d'une "intégration-désintégration" des prolétaires en tant que classe autonome. Ainsi staliniens et syndicalistes sont des sociaux-démocrates. Et si d'un point de vue sociologique ces partis ne font pas toujours ou pas forcément partie de la bourgeoisie comme classe possédante, néanmoins ils en partagent pleinement les intérêts historiques ("de classe").

([12]) Nous avons mis en gras ce passage afin d'insister sur le fait qu'il s'agissait bien de donner une direction au mouvement, même si les protagonistes la plupart du temps s'en défendaient! Car qu'est-ce d'autre que de donner une direction que de faire circuler des millions de tracts, avec des mots d'ordre, des consignes, des analyses, de dénoncer les syndicats, etc. Bien sûr, quand des éléments d'avant-garde de notre classe donnent ainsi une telle direction classiste au mouvement, celle-ci correspond aux intérêts du mouvement et ne fait donc, en dernière instance, que de révéler ces intérêts, de coïncider avec ces intérêts, **cette direction est l'intérêt du mouvement, il est le mouvement** mais cela n'en reste pas moins vrai, ou plutôt, c'est pour cela justement que cette direction doit s'assumer, doit s'exprimer et s'affirmer. C'est là le renversement de la praxis, l'unité théorico-pratique du mouvement, l'unité et la coïncidence des conditions objectives et subjectives de la révolution! Ce sont des banalités qui s'imposent dans la pratique aux prolétaires lors du surgissement des luttes (lorsque les prolétaires **font** surgir les luttes!), mais à l'heure actuelle, la domination des idéologies de la contre-révolution est si totalitaire y compris et surtout au sein de notre classe, que nous devons sans cesse insister sur de tels banalités contre toutes les prétentions modernistes qui se retranchent derrière les amalgames faciles ("vous êtes des léninistes", "vous voulez diriger la classe") pour mieux déconsidérer la pratique invariante de notre parti.

([13]) Pendant quelques jours il y aura un certain flottement au sein du gouvernement: les cabinets ministériels, dont les fonctionnaires subalternes faisaient grève, étaient en train de se dissoudre, certains ministres brûlaient leurs archives, d'autres quittaient la capitale française. Comme quoi la subversion était envahissante et les politiciens n'avaient pas encore pris l'habitude d'y faire face, de la "gérer". Ce n'était que le début de la crise!

([14]) Durant toute cette période de lutte, la répression resta étonnamment limitée! Cela saute aux yeux quand on la compare par exemple aux 300 prolétaires assassinés de sang froid en 24 heures par l'Etat français quelques années plus tôt, en octobre 1961 à Paris! Ou encore, quand on considère le million de morts que provoqua la campagne de "pacification" française en Algérie durant la guerre d'indépendance!

([15]) Mentionnons les exceptions importantes à ces occupations passives, signalées par Viénet: "Certains imprimeurs furent parmi les rares grévistes qui dépassant le stade stérile de l'occupation passive, décidèrent de soutenir pratiquement ceux qui se tenaient à la pointe du combat. Des tracts et des affiches appelant à la constitution des Conseils Ouvriers atteignirent ainsi de très forts tirages. Une entreprise de la banlieue ouest fabriqua des walkies-talkies à l'usage des manifestants. Les postiers de plusieurs villes assurèrent les communications pour les grévistes. Le personnel de l'usine Schlumberger tins à préciser que sa revendication "ne portait aucunement sur les salaires", et entra en grève pour soutenir les ouvriers particulièrement exploités de Danone, l'usine voisine. Les employés de la FNAC déclarèrent pareillement dans un tract que "nous nous sommes mis en grève non pas pour la satisfaction de nos revendications particulières mais pour participer au mouvement qui mobilise actuellement 10 millions de travailleurs manuels et intellectuels.""

([16]) Elle a une illustration flagrante de la capacité d'encadrement des syndicats, le vendredi 24 mai, lorsque pendant quelques heures des manifestants étaient maîtres de certains quartiers de Paris et qu'ils menaçaient d'investir, voire d'incendier les "Ministères de la Justice" et aussi "des Finances". Ce n'est que grâce aux chiens de garde syndicaux de l'UNEF, mais aussi aux gros bras du PSU et de la JCR, que ceux-ci furent épargnés!

([17]) Les élections ne décident pas de la politique qui sera mise en oeuvre; tout au plus décideront-elles de la fraction politique le plus à même à mener cette politique en sanctionnant, par un vote "majoritaire" (dont on sait depuis longtemps la portée réelle, où on sait forger un homme politique

comme une marque de lessive!) la passivité des votants et leur adhésion à l'équipe gouvernementale fraîchement élue et à sa politique.

A l'issue d'une campagne électorale centrée sur le danger représenté par la "subversion" et "le péril rouge", la majorité gaulliste obtiendra une éclatante victoire électorale (358 sièges sur 485). Mais si c'est un succès personnel pour De Gaulle, c'est un succès collectif pour l'Etat qui a su rétablir l'ordre du travail à l'aide de ces élections et de la mystification démocratique. C'est donc un succès pour **toutes** les fractions bourgeoises, gauche et droite!

([18]) Ainsi Viénet écrit: "Des tracts et des affiches appelant à la constitution de Conseils Ouvriers, atteignirent de très forts tirages, grâce à l'action de certains ouvriers imprimeurs. L'action des imprimeurs obéissait à une conscience nette de la nécessité où le mouvement se trouvait de mettre au service de tous les grévistes les instruments de production et les centres de consommation, mais aussi à une solidarité de classe qui prit chez d'autres travailleurs une forme exemplaire."

([19]) Nous ne rejoignons pas cependant les analyses de l'IS sur ces points et nous devons donc relativiser cette affirmation selon laquelle "les analyses et mots d'ordre formulés par les "enrages et situationnistes" dans une certaine mesure correspondaient à la réalité de la situation sociale". Ce ne fut vrai que superficiellement et partiellement, en tant qu'éléments qui favorisaient une radicalisation relative du mouvement, mais dont les limites par ailleurs aussi bridèrent la lutte! Nous sommes en total désaccord avec l'analyse de l'IS qui réduit la société essentiellement à l'aspect "fétichisme de la marchandise" pour en rester à ce niveau-là de compréhension de la réalité. Le Capital est essentiellement vu par l'IS en tant que marchandise, pas en tant que valeur en procès, échange, activité productrice. Cette réduction à l'aspect "spectacle" de la société (spectacle qui - comme les marchandises elles-mêmes - sont le produit de l'activité des hommes, des rapports de production, de l'économie!), annoncera la faillite de l'IS pour le mouvement révolutionnaire et sa récupération par l'idéologie dominante. Ultérieurement cet idéalisme de l'IS à notre connaissance ne sera jamais dépassé par les multiples épigones des situationnistes!

([20]) Le journal "Informations et Correspondance Ouvrières" consacré à "la grève généralisée en France - mai/juin 68" donne ainsi une série d'informations sur "la gestion" de leur situation de survie par les grévistes: ce n'est pas un hasard si une majorité de syndicalistes y étaient impliqués! "Dans une foule d'entreprises, le comité de grève a assuré le versement de la paie (!!!), ou d'acomptes (!!! !!!) ou encore (comme à la SNECMA) changé des chèques contre de l'argent liquide pris sur la caisse de la taule ..." (page 24). Des grévistes apprentis-banquiers en quelque sorte!

([21]) La centralisation en soi n'est évidemment pas le but, et ne constitue jamais une garantie pour le "succès" d'une lutte. Par contre, elle en est une condition incontournable. L'exemple tragique du MKS qui fut récupéré par les syndicalistes en organe de négociation et de réforme (et qui prit le nom de "Solidarité" ... avec le Capital et l'économie nationale) en est une illustration éclatante. Cet organe de centralisation permit aux grévistes dans un premier temps d'étendre leur mouvement, d'assumer les tâches d'auto-défense (piquets, barricades, ...), d'unifier leurs actions et mots d'ordre, ... bref, de donner une expression unifiée à leur combat. Mais l'auto-organisation était avant tout le produit direct de la situation sociale en Pologne où les syndicats officiels étaient directement perçus par tous les prolétaires comme étant partie intégrante de l'Etat. Cet auto-organisation répondait donc davantage au besoin immédiat du déclenchement d'une grève, plus qu'à l'assumption ouverte par les prolétaires de la nécessité historique pour notre classe de se structurer de façon centralisée et à l'échelle directement internationale contre toutes les frontières, en dehors et contre les structures de l'Etat bourgeois. Si en 68 en France, la défaite fut imposée usine par usine par des syndicats qui eux évidemment avaient une politique concertée et unifiée contre le prolétariat, en Pologne, la centralisation de la lutte au moyen du MKS n'a pas suffi à combattre l'action des syndicalistes de l'intérieur même du mouvement et de ses structures. La massivité du mouvement de notre classe en Pologne en 1980, n'a pas su empêcher, du fait de ses nombreuses faiblesses (poids du nationalisme, influence de l'église, illusions légalistes, auto-gestionnaires, ...) que le mouvement fût battu, non pas en misant sur l'isolement des prolétaires, mais avant tout par la transformation des organes de la lutte ouvrière en leur contraire, en organe de concertation et de représentation.

([22]) Faut-il souligner que dans n'importe quelle assemblée, manif ou grève ce sont surtout et presque systématiquement les révolutionnaires qui se font traiter de "manipulateurs", "provocateurs", ... "à la solde du gouvernement, du patronat et de l'étranger" réunis! Alors!

[[23]] Il n'est pas difficile de s'imaginer comment l'Etat cherchait à détruire le mouvement en le décrédibilisant, en parlant de "la pègre" exactement comme aujourd'hui il parle de "voyous", de "provocateurs", de "terroristes" ou autres "hooligans" pour désigner les prolétaires qui se révoltent. Les gauchistes, et de façon plus générale tous ceux qui ne rompent pas avec les fondements de cette société, mais qui ne visent qu'à en réformer les "abus" et "mal-fonctionnements", s'y laissent prendre et cherchent par conséquent à déterminer si effectivement et dans quelle mesure des "voyous" (ou encore des "lumpen") sont à l'origine de tels mouvements. Ces politiciens sont tellement aveuglés par les catégories sociologiques et idéologiques qu'à engendré la société de classe et d'exploitation, qu'ils ne songent même pas à en critiquer le contenu! Ainsi, ils restent admiratifs devant "les travailleurs" et cherchent partout, dans tout mouvement de lutte, la présence de cette catégorie "marxiste" de la sociologie capitaliste!

Le terme de "Katangais" fait référence à un groupe d'individus qui avait investi la Sorbonne pendant son occupation par les différents groupes gauchistes. Voici ce qu'en dit Viénet: "Après l'échec de l'expérience directe, la Sorbonne avait vu s'installer diverses féodalités, aussi dérisoires que bureaucratiques. Ceux que la presse appela les "Katangais", ex-mercenaires, chômeurs et déclassés, eurent vite fait de se tailler la part du chef dans une république de chefaillons. La Sorbonne eut ainsi les maîtres qu'elle méritait alors, mais bien que les Katangais aient aussi joué le jeu de l'autorité, ils ne méritaient pas d'aussi piètres compagnons. Venus là pour participer à la fête, ils ne trouvèrent que les pourvoyeurs pédants de l'ennui et de l'impuissance, les Kravetz et les Peninou. Lorsque les étudiants les expulsèrent (les "Katangais" furent arrêtés par le Police après avoir été désavoués par les étudiants), c'était dans l'espoir stupide d'obtenir par cette bassesse qu'on leur concède la gestion durable d'une Sorbonne désinfectée, en tant qu'"Université d'été". Un des Katangais put faire remarquer justement: "Les étudiants sont peut-être instruits, mais ils ne sont pas intelligents. Nous étions venus les aider ..."

[[24]] N'annonçait-il pas lui-même lucidement, en juin 1968, que "Le pouvoir corrompt. Je crois que je suis corrompu. Il est temps que je disparaisse et que je m'évanouisse à l'intérieur du mouvement. Si vous commencez à mener les gens, ils vous font confiance. Ca vous corrompt."